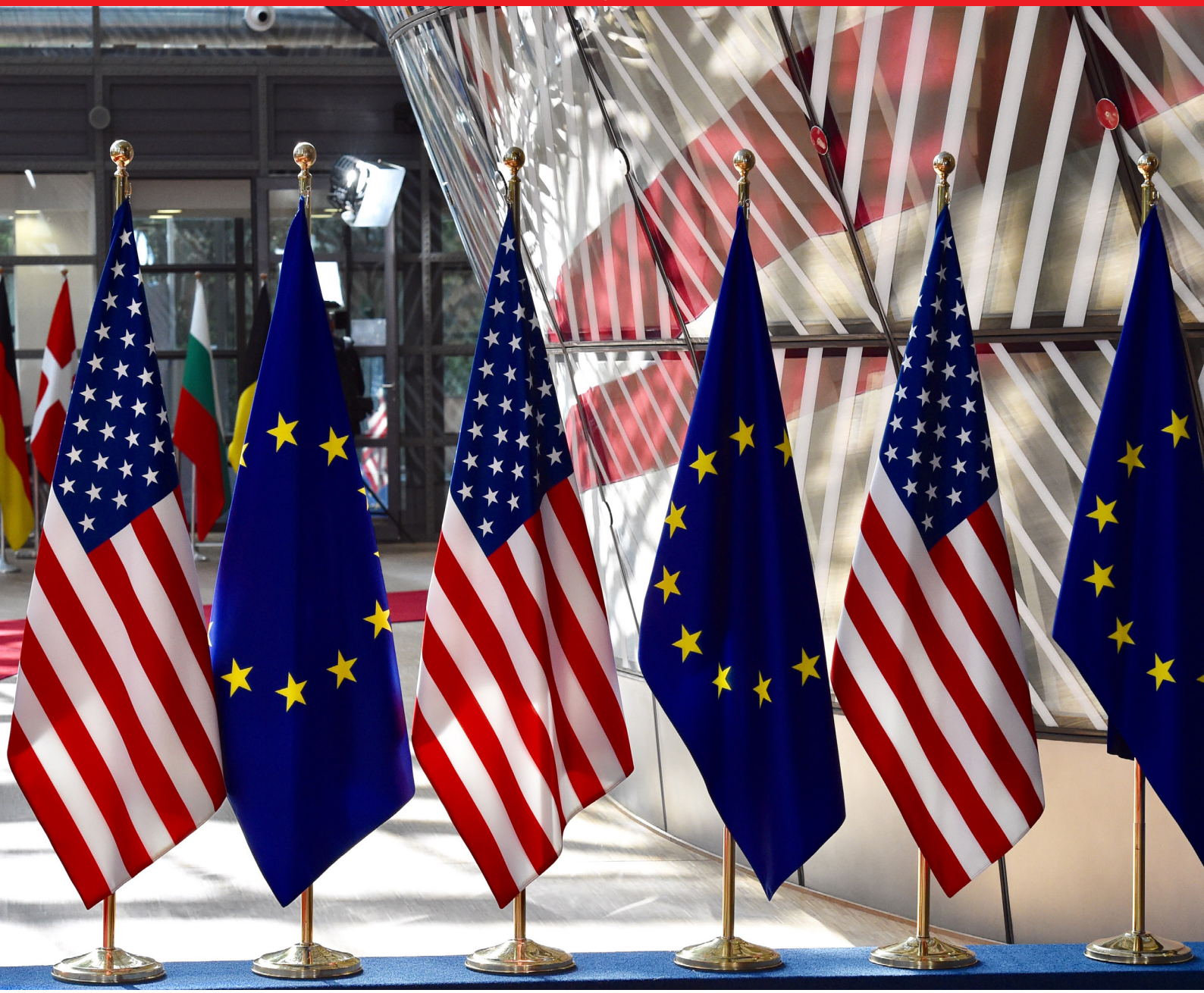
N°61/décembre 2017

PEAAD BULLETIN

Association des Anciens Députés au Parlement Européen www.formermembers.eu



FOCUS

L'Europe de la communication politique

Page 12

Activités de l'AAD

Visite d'étude à Washington

Page 21

DANS CE NUMERO

L'opposition démocratique vénézuélienne est lauréate du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit. ©Union européenne

Sámi Blood, lauréat du prix LUX 2017 ©Union européenne

Livia Járóka et Fabio Massimo Castaldo ont été élus Vice-présidents du Parlement européen.©Union européenne

03 Mot du Président

04 PE au travail

ACTUALITÉ

05 Le futur budget de l'Union: rendons lui sa grandeur (*Edit Herczog*)

06 Le rôle clé de la diversité culturelle (*Carole Tongue*)

07 Tentative de comprendre les élections allemandes (*Gisela Kallenbach*)

08 Pour une défense européenne intégrée (*Dolores García-Hierro Caraballo*)

09 La rescousse de l'accord sur le nucléaire iranien (*Tarja Cronberg*)

10 Pas au nom de l'honneur! (*Karin Junker*)

FOCUS

12 Politique et communication numérique (*Andrea Manzella*)

14 Fausses informations (*Mariya Gabriel*)

16 La stratégie de communication institutionnelle du PE (*Jaume Duch Guillot*)

18 Jeunesse, politique et communication (*Leonie Martin*)

ACTIVITÉS DE L'AAD

21 Visite d'étude à Washington

32 Réseau des anciens députés

34 Visite sous la Présidence UE

36 Réportage photos

DÉPÊCHES

37 Activités

37 In memoriam

38 Nouveaux membres

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.
Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Brigitte LANGENHAGEN
Andrea MANZELLA
Edward McMILLAN-SCOTT
Manuel PORTO
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Lisseth BRAVO
Valeh NASIRI
Marta FALGÀS

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tel.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89

Mot du PRÉSIDENT

Chers collègues,

Une autre année touche à sa fin. Une autre année pleine de changements et d'espoir pour l'Union européenne. Comme nous avons pu le constater lors de notre visite d'étude à Washington, (24 -28 septembre), l'Europe doit, plus que jamais, rester unie. Dans un contexte international compliqué où le président américain Trump prône un système néolibéral anarchique et belliqueux, dont le slogan «L'Amérique d'abord» traduit bien l'égoïsme et le dessein d'un système international où chaque pays défend ses propres intérêts, l'Europe doit montrer qu'elle est unie.
Pendant notre visite, organisée en coopération avec le Bureau de liaison du PE avec le Congrès des États-Unis, nous avons eu l'honneur d'être invités à participer à la réunion annuelle de l'association des anciens membres du Congrès, qui nous ont réservé un accueil chaleureux; nous avons également pu découvrir les travaux d'organisations et groupes de réflexion importants, et discuter avec des représentants du milieu universitaire et des étudiants.
Parmi les sujets abordés, citons le partenariat transatlantique et le changement climatique. Vous trouverez un compte rendu de la visite dans ce bulletin.
Ce numéro porte sur la communication et les réseaux sociaux, questions très présentes de nos jours. Des experts européens et des collègues nous expliqueront comment les réseaux sociaux ont modifié la communication politique et ce que nous réserve l'avenir dans ce domaine.
Le Bureau de l'Association européenne des anciens parlementaires a eu lieu à Malte, le 3 novembre. Brigitte Langenhagen et Andrea Manzella ont représenté notre association lors de cette rencontre qui portait sur «L'avenir de l'Europe». Un sujet central de cette rencontre a été l'assassinat brutal de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, que nos représentants ont condamné fermement dans un communiqué de presse. La liberté d'expression est, rappelons-le, l'un des piliers de l'Union européenne et il est tout à fait inadmissible que de tels actes se produisent en Europe.
Par ailleurs, une délégation de l'AAD, présidée par Lord Richard Balfe, s'est rendue en Estonie du 5 au 7 novembre. Les membres de cette délégation ont eu l'occasion de rencontrer d'anciens députés estoniens au Parlement européen et de visiter le Riigikogu, où ils se sont entretenus avec Marianne Mikko, membre de la commission des affaires européennes et de la défense. Ce fut une visite fructueuse, axée sur le programme de la présidence estonienne et l'exemple que constitue l'Estonie en étant l'une des premières nations numériques en Europe.
J'aimerais remercier tous les membres qui ont assisté aux manifestations annuelles de l'AAD, les 29 et 30 novembre. Ce fut un plaisir de recevoir toutes les personnes présentes. Mirek Topolánek, ancien Premier ministre de la République Tchèque et ancien président du Conseil, a été notre invité d'honneur. De nombreux étudiants de différentes universités belges ont participé au séminaire de l'AAD, qui portait sur le thème de la «Stratégie globale de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense». Je souhaite remercier l'ensemble des intervenants: Michael Gahler, MdPE; Ivailo Kalfin et le Commissaire européen Julian King. Le débat s'est révélé très enrichissant et intéressant, tant pour les membres qui y ont assisté que pour les étudiants. L'enregistrement vidéo est disponible sur le site internet de l'AAD.
Notre campagne visant à recruter de nouveaux membres porte ses fruits, 26 nouveaux adhérents nous ayant rejoint en 2017. Je tiens à remercier ceux d'entre vous qui ont participé à cette campagne. Si vous connaissez une personne susceptible de vouloir rejoindre notre grande famille, n'hésitez pas à la mettre en relation avec le secrétariat.
Enfin, je voudrais adresser mes remerciements à toutes les personnes qui ont pris part aux différentes manifestations organisées par l'AAD, merci d'avoir permis à l'association de poursuivre ses activités avec succès.

Je vous souhaite à tous, ainsi qu'à vos familles et à vos proches, un joyeux Noël et une bonne et heureuse année 2018.

Enrique BARÓN CRESPO
Président de l'AAD

PE AU TRAVAIL

DOSSIERS CLES

Les députés adoptent un programme européen pour soutenir l'accès gratuit à internet dans les espaces publics (Session de septembre - P8_TA-PROV(2017)0326)
Le programme ouvre la voie vers des spots Internet gratuits dans les lieux publics pour tous les citoyens de l'UE et fait partie des efforts pour créer une Union numérique.

Les députés ont donné leur approbation aux nouvelles règles pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en gaz dans toute l'UE. (Session de septembre - P8_TA-PROV(2017)0327)
Les États membres qui confrontent une crise d'approvisionnement en gaz pourront compter sur l'aide des pays voisins, et ainsi déclencher une assistance transfrontalière pour éviter les coupes.

Feu vert pour la mise en place d'un parquet européen pour mieux protéger l'argent des contribuables. (Session d'octobre - P8_TA-PROV(2017)0384)
Le Parquet européen sera en charge de renforcer la lutte contre la fraude et le détournement de fonds européens.

Identifier les perturbateurs endocriniens dans les pesticides. (Session d'octobre - P8_TA-PROV(2017)0376)
Le Parlement a bloqué une proposition de la Commission européenne qui aurait exempté certains produits chimiques dans les pesticides d'être identifiés comme des perturbateurs endocriniens.

Un système électronique commun aux frontières extérieures de la zone Schengen a été soutenu par les députés européens. (Session d'octobre - P8_TA-PROV(2017)0411)
Le nouveau système d'entrée / sortie (EES) enregistrera des informations sur les ressortissants de pays tiers lors de leur entrée, de leur sortie ou de leur refus d'entrée dans l'espace Schengen.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

Septembre 2017

- Les députés ont discuté des moyens de façonner **l'avenir de l'UE** lors d'un débat avec le président Jean-Claude Juncker. (13.09.17)
- Les députés ont soutenu une proposition législative en faveur de **réduire le CO2.** (13.09.2017)
- Les députés se sont **opposés à l'assouplissement des contrôles sur les importations de produits alimentaires provenant de la région de Fukushima**. (13.09.2017)
- Les députés ont accordé rendre les produits et services plus **accessibles aux personnes handicapées.** (14.09.2017)
- Les députés ont approuvé **près de 1,2 milliard d'euros d'aide de l'UE** pour réparer les dommages causés par les **tremblements de terre en Italie centrale** en 2016 et 2017. (14.09.17)
- Les députés on accède à faciliter l'accès au financement pour les entreprises innovantes et sociales. (14.09.2017)

Octobre 2017

- Négociations sur le **Brexit**: Les députés ont déclaré que des progrès tangibles sont encore nécessaires sur les conditions de retrait. (03.10.2017)
- **COP23**: Les députés ont appelé l'UE à définir une stratégie zéro émission d'ici à 2018. (04.10.2017)
- Le PE a adopté des règles européennes plus strictes pour **protéger les travailleurs** grâce à des règles plus strictes pour les substances cancérigènes. (25.10.2017)
- Les **prêts conditionnés convertis en titres** devront être rendus moins complexes et plus transparents. (26.10.2017)

Novembre 2017

- **Commerce en ligne**: Les députés ont approuvé des règles pour renforcer la protection des droits des consommateurs. (14.11.2017)
- Les députés ont résolu que **Malte doit soutenir son état de droit** et que la Commission doit surveiller de près le pays; Les députés ont appelé à une enquête internationale indépendante sur l'assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia. (15.11.2017)
- Les députés ont convenu qu'un nouvel élan est nécessaire pour une meilleure coopération entre l'Union africaine et l'UE. (16.11.2017)
- Les députés estiment que la situation en Pologne représente un "risque clair d'une violation grave" des valeurs européennes.

Pour plus d'informations : http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/plenary

ACTUALITÉ

LE FUTUR BUDGET DE L'UNION: RENDONS LUI SA GRANDEUR

Le cadre financier pluriannuel (CFP) est l'une des pierres angulaires de l'Union européenne. La période de sept ans et le pourcentage de 1,13% du RNB étaient synonymes de pérennité et de stabilité. Les ressources propres combinées aux contributions des États membres suffisaient à assurer à ces derniers une influence constante et à garantir dans le même temps à la Commission une certaine liberté d'action.

En 2013, plus aucune de ces affirmations n'était vraie. À la suite de l'élargissement de 2004, les nouveaux adhérents à l'Union européenne – et donc à l'union douanière – ont cessé de verser des droits de douane au budget de l'Union. Au même moment, la plupart des prélèvements ont diminué puis cessé, conformément aux règles de l'OMC. Les États membres ont dû honorer leurs obligations et financer la différence. Ce déséquilibre s'est finalement traduit par une part des contributions directes des États membres s'élevant à 85% contre seulement 15% de ressources propres. Sans surprise, les États membres ont alors revendiqué davantage d'influence.

En 2013, le Royaume-Uni a obtenu une réduction concernant la part du RNB, qui est passée à 1%. En 2017, le CFP est indéniablement sous-financé et les lignes budgétaires convenues il y a plusieurs dizaines d'années ne suffisent plus à rendre à l'Europe sa grandeur première.

©European Union

La vision de l'Union européenne au XXIe siècle est simple: continuer à faire de l'Union, pour les temps à venir, le meilleur endroit où vivre, aimer et travailler; lui rendre sa grandeur et continuer de la renforcer.

Nous vivons dans une ère de bouleversements caractérisée par un nouvel ordre mondial. Les technologies émergentes ébranlent nos systèmes économiques, politiques et sociaux ainsi que notre vie professionnelle et quotidienne. Le changement climatique est à nos portes, provoquant catastrophes naturelles et phénomènes migratoires. Nous assistons à la concentration du pouvoir dans les mains de quelques géants, tandis que de plus en plus de personnes voient leurs perspectives diminuer.

Le Conseil européen fait aujourd'hui face au même enjeu historique qu'en 1992 à Édimbourg. La vision communément admise pour maintenir 15 pays au sein d'une Union florissante a suffi pendant 20 ans. Les États ont convenu d'allouer des ressources et partagé des responsabilités avec la Commission européenne et le Parlement européen.

L'Union a le devoir de servir ses citoyens. Il en va de même pour son budget. Nous avons besoin d'un nouvel accord du Conseil, maintenant. Notre priorité est de garantir notre prospérité, notre bien-être, notre sécurité et notre sûreté. Nous devons investir dans une nouvelle économie fondée sur les données, à partir des infrastructures qui s'y rattachent: l'union de l'énergie et le marché unique numérique. Nous devons nous atteler aux objectifs climatiques convenus et moderniser notre agriculture, nos industries et nos services en conséquence. Nous devons faire en sorte que la population européenne soit à même, par un apprentissage constant et l'acquisition de nouvelles compétences, de relever les défis à venir. Nous devons défendre nos valeurs, à commencer par le respect des droits humains fondamentaux et de toutes les libertés et sécurités consacrées. Nous devons représenter les intérêts de chaque habitant de l'Union européenne; jeune ou âgé, homme ou femme, vivant à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Si nous nous accordons sur les priorités à suivre, nous pourrons prendre une décision concernant les ressources de l'Union et insuffler à celle-ci une dynamique nouvelle. Le budget de l'Union doit être un investissement pour l'avenir et non un simple bilan comptable. Nous avons besoin d'un budget qui débouche sur des résultats. Il serait judicieux de vouloir combiner efficience et efficacité afin de maximiser les résultats.

Cependant, réunir davantage de ressources ne suffira pas à atteindre ces objectifs. La solidarité des pays européens est également indispensable. Une première étape consisterait, pour tous les pays l'ayant adopté, à tenir les promesses de l'euro.

Edit Herczog
S&D, Hongrie (2004 - 2014)
mrs.edit.herczog@gmail.com

ACTUALITÉ

LE RÔLE CLÉ DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE

La nouvelle donne numérique a des effets notables dans le domaine de la culture. Beaucoup de créateurs et d'industries culturelles peuvent plus facilement produire et diffuser davantage d'œuvres culturelles en ligne.
Un nombre croissant de citoyens regardent, écoutent ou lisent des œuvres culturelles et créatives en ligne. Parallèlement, on a assisté à une concentration rapide des plateformes dirigées par quelques acteurs issus de pays tiers. Aussi le marché est-il actuellement régi par de grandes plateformes numériques qui faussent considérablement la chaîne des valeurs, ont souvent des répercussions néfastes sur la rétribution des créateurs et ne contribuent guère à l'expression de la diversité culturelle européenne.
Les géants du numérique (GAFA - Google, Apple, Facebook et Amazon) profitent d'énormes transferts de valeur du secteur de la création et de ses auteurs. Selon Jonathan Taplin, ces transferts sont de l'ordre de 50 milliards de dollars par an.
En 2016, la rétribution des détenteurs de droits d'auteur dans le secteur de la musique présentait de fortes disparités. Youtube, qui compte 900 millions d'utilisateurs, n'a rapporté que 553 millions de dollars aux détenteurs de droits d'auteur contre plus de 3,9 milliards de dollars générés grâce aux 212 millions d'utilisateurs de services d'abonnement streaming audio (tels que Spotify).
Face à cette situation de déséquilibre, il est plus important que jamais de promouvoir et de protéger la diversité culturelle dans l'Union.
En effet, les valeurs de la diversité culturelle, en particulier sur écran, sont multiples: la valeur démocratique... assurer la visibilité de tant d'histoires humaines afin d'illuminer la condition humaine. De leur côté, les politiques publiques sont plus à même de montrer avec précision la réalité de la vie de tout un chacun. Agir en tant que citoyens informés suppose un travail de formation et d'information sur la complexité de nos sociétés.
La diversité culturelle constitue le fondement même de l'identité et des valeurs. En outre, ces valeurs ne sont pas forcément liées au commerce et au profit contrairement aux activités menées par la majorité des acteurs des pays tiers. Il importe donc de promouvoir l'expression de la diversité culturelle.
La législation européenne ne s'applique pas aux nouvelles plateformes alors que les acteurs traditionnels, eux, y sont soumis. Leur propension à produire et à diffuser des contenus issus d'une seule culture en concurrence avec les acteurs traditionnels européens a souvent pour effet de réduire l'offre culturelle. Il faut offrir à nos artistes la possibilité de créer dans des conditions équitables et permettre à nos citoyens d'accéder à leurs œuvres en ligne.
Nous devons exiger des nouvelles plateformes en ligne de vidéos à la demande qu'elles proposent davantage d'œuvres européennes et qu'elles leur accordent une juste attention sur leurs plateformes. Le Parlement est en passe d'atteindre cet objectif en votant en commission un quota de 30 % d'œuvres européennes devant figurer dans les catalogues des vidéos à la demande.
La directive sur le commerce électronique et la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle doivent être actualisées afin de s'attaquer aux pratiques abusives, au piratage et à la cybercriminalité.
Il est nécessaire de réviser la directive sur le droit d'auteur pour permettre l'épanouissement des créateurs et des auteurs, soutenus par des ressources financières durables. Il convient de doter le programme «Europe créative» de ressources supplémentaires. C'est peut-être le seul moyen de faire émerger une plateforme spécialisée dans les œuvres européennes capable de rivaliser avec les intervenants issus des pays tiers.
Le Président Juncker a raison de préconiser un cadre équitable pour la fiscalité des sociétés au niveau de l'Union.
L'Union doit s'engager davantage pour notre culture en ligne. Il s'agit là d'une question démocratique majeure pour les générations futures. Les œuvres de toutes sortes dans le domaine de la création, partagées au-delà des frontières, notamment grâce à l'internet, favoriseront nos industries créatives et les emplois de haute qualité et renforceront le sentiment d'appartenance à un même continent qui se caractérise par d'importantes valeurs communes. Si notre objectif est d'être une Europe forte et unie, il est essentiel de soutenir nos créateurs et nos industries créatives.

Carole Tongue
PSE, Royaume-Uni (1984 - 1999)
tonguec@btinternet.com

TENTATIVE DE COMPRENDRE LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

Pour la première fois dans l'histoire allemande d'après-guerre, un parti qui utilise une rhétorique nationaliste et parfois raciste, et qui remet en cause les droits fondamentaux et les institutions démocratiques, va faire son entrée au Bundestag. L'Allemagne s'inscrit ainsi malheureusement dans la tendance européenne.
L'AfD est arrivé en deuxième position dans la plupart des Länder est-allemands et en première position en Saxe. Ce parti, dont la plupart des dirigeants sont originaires d'Allemagne de l'Ouest, a également obtenu de bons résultats dans des Länders affichant une bonne situation économique, remportant plus de 10% des voix.
Les militants qui ont redoublé d'efforts, ces dernières semaines, pour convaincre les citoyens de se rendre aux urnes et encourager le débat se sont heurtés à beaucoup d'indifférence, de rejet et de désintérêt. Il n'est donc pas très surprenant que les élections aient pris cette tournure. Les électeurs de l'AfD peuvent être répartis en trois groupes. Tout d'abord, il y a les véritables partisans, dont la plupart ont déjà voté pour l'extrême droite par le passé. Ils souscrivent au discours haineux et raciste de la plupart des politiciens de l'AfD. Vient ensuite le groupe beaucoup plus important des déçus, des inquiets et des protestataires. Ce groupe se subdivise à son tour en deux branches: tout d'abord, les conservateurs, qui se sentent trahis par le tournant manifestement libéral opéré par le CDU sous la direction de Merkel et qui redoutent la perte de leur statut social et le changement; ensuite, ceux qui ont le sentiment d'être laissés pour compte, abandonnés par des politiques qui se soucient avant tout de la numérisation, de la mondialisation et de la migration. Ces trois groupes ont en commun une profonde défiance à l'égard des élites du monde politique, des médias et du milieu des affaires. Certes excessifs, cette défiance et ce rejet n'en sont pas moins alimentés par des problèmes bien réels et particulièrement présents en Allemagne de l'Est.
À l'évidence, beaucoup trop de personnes ont vécu la réunification allemande, suivie des phénomènes de mondialisation et de libéralisation, comme une douloureuse perte d'identité, de stabilité et de sécurité, au point, parfois, de se sentir étrangères dans leur propre pays. Le processus de transition dans lequel la population s'est (volontairement!) engagée en 1990, a laissé des traces plus profondes que prévu. Les pertes d'emploi, les ruptures de carrière, les bas salaires, l'exode des jeunes et les changements démographiques (en particulier dans les zones rurales) donnent aux gens le sentiment d'être des citoyens de seconde classe. Et maintenant viennent s'ajouter à cela les immigrants, avec lesquels ils pensent devoir encore partager le peu qui leur reste. Les gens ont peur. Le parallèle avec les pays voisins d'Europe centrale et orientale est inévitable.
D'un autre côté, comment est-il possible que les améliorations visibles en termes de qualité de la vie, de liberté de circulation, de liberté d'expression, de démocratie et d'état de droit soient considérées comme acquises et ne soient pas appréciées à leur juste valeur?
L'une des raisons, à mon avis, est que les établissements scolaires et les universités n'enseignent pas la politique. Le rejet épidermique du système scolaire idéologisé de la RDA s'est transformé en obstacle insurmontable entravant l'éducation et le débat politique.
Gouvernement majoritaire en Saxe depuis la réunification, le CDU a ignoré tous les appels de l'opposition «de gauche» et a fait la sourde oreille aux doléances des citoyens qui se sentaient frustrés et anxieux. Poursuivre une stratégie consistant à copier la rhétorique et le vocabulaire de l'AfD et à blâmer la politique de Merkel à l'égard des réfugiés pour justifier leurs échecs se soldera inévitablement par un désastre. Plutôt que de voter pour un faux, les électeurs soutiendront l'original. Il est beaucoup plus important de s'opposer aux politiques de l'AfD grâce à un débat objectif et éclairé. L'AfD n'offre aucune solution aux grands défis de notre temps: la justice sociale, la sécurité, le changement climatique, l'éducation, la démocratisation de la société, la solidarité de l'Europe et la responsabilité mondiale.
La formation du nouveau gouvernement sera un processus long et difficile.
Avec la présence de l'AfD au Bundestag, il appartiendra à la majorité démocratique de défendre et promouvoir l'état de droit, les droits de l'homme, l'universalisme, la liberté et l'égalité, qui sont les valeurs non négociables de l'Allemagne.
Je suis optimiste.

Gisela Kallenbach
Verts/ALE, Allemagne
(2004 - 2009)
Gisela_Kallenbach@yahoo.com

POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE INTÉGRÉE

La défense et la sécurité de l'Europe doivent en permanence être repensées pour pouvoir faire face à la multiplication des menaces qui émanent de différents fronts, comme les attentats terroristes déstabilisateurs de Daech ou les cyberattaques. La sécurité globale est menacée. Une réponse globale doit donc être apportée, comme le suggère la déclaration de Rome de mars de dernier et comme s'y est engagé le président de la Commission européenne dans son discours sur l'état de l'Union de septembre 2016.
En effet, l'union des vingt-sept États membres se doit d'être bien plus qu'un simple marché unique prescripteur de mesures économiques. Cette Union de 450 millions de citoyens européens incarne avant tout un projet de paix et de bien-être social pour nos générations présentes et futures.
La lutte contre Daech nécessite également des équipements et des moyens de défense modernes et interopérables, ainsi que le déploiement d'opérations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

Les drapeaux européens se mettent en berne pour rendre hommage aux victimes des attentats terroristes de Barcelone et de Cambrils, en Espagne ©Union européenne 2017

L'Union européenne doit dans ce cadre jouer un rôle central et renforcer les mécanismes de coordination et de transfert des informations entre les services de sécurité et Europol.
Cela suppose une action conjointe et coordonnée de l'ensemble des 27 États membres. Les dépenses de défense des vingt-sept s'élèvent à plus de 180.000 millions d'euros et ces pays disposent au total quelque 1,5 million de soldats.
Or très peu d'entre eux, à peine 6.000, sont actuellement déployés ou participent à des opérations conjointes humanitaires, de maintien de la paix ou de lutte contre du terrorisme, en Europe ou en dehors du continent. Leurs compétences et leurs connaissances ne font que renforcer l'importance de leur rôle de coopération et de coordination avec les autres moyens de sécurité.
S'il est vrai que la Commission contribue activement à la mise en place d'une défense et d'une sécurité européennes intégrées, d'une défense européenne commune fondée sur l'intégration progressive des instruments de défense nationale à l'horizon 2025, elle a également créé un Fonds européen de la défense, qui pourrait représenter 1% du budget de l'Union à compter de 2020, pour aboutir à la création d'une Union de la sécurité et de la défense, même si Londres ne fera alors plus partie de l'Agence européenne de défense et d'Europol, ce qui soulève de vives inquiétudes.
Il est de notre devoir d'insuffler à l'Union européenne un projet de sécurité, de paix et de bien-être social partagé, d'où la nécessité de développer une coopération intégrée dans le cadre d'une politique commune.

Les soldats d'EUROCORPS se promenant au sous-sol ©Union européenne

Dolores García-Hierro Caraballo
S&D, Espagne (2011 - 2014)
doloresgarciahierro@gmail.com

LA RESCOUSSE DE L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN

L'accord sur le nucléaire iranien est un accord international qui fonctionne bien. Il s'inscrit dans la conception qu'a l'Union européenne d'un ordre international multilatéral fondé sur des règles. Conclu en 2015, il est également connu sous le nom de plan d'action global commun et représente l'une des rares réussites de l'UE sur la scène internationale dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité.

Pourtant, le président Trump a décidé de ne pas «certifier» l'accord, ce qui ne signifie aucunement que l'Iran n'en respecte pas les dispositions. Au contraire, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé à plusieurs reprises que l'Iran respectait les règles. Cependant, la loi américaine exige que le président confirme l'accord tous les 90 jours et établit des critères supplémentaires liés à la sécurité nationale américaine. L'actuel président estime que cet accord, qu'il a qualifié de «pire accord jamais conclu» et de «honte» pour les États-Unis, n'est pas dans l'intérêt de la sécurité nationale des États-Unis et préconise donc de le renégocier.

Selon la haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, l'accord devrait être appliqué comme convenu puisqu'il «porte ses fruits». Les autres partenaires européens, à savoir la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, soutiennent unanimement l'accord et refusent toute forme de renégociation. Quant à la Chine et à la Russie, elles ont toutes les deux exprimé leur intérêt au maintien de l'accord. Le Guide suprême de l'Iran a pour sa part affirmé: «nous ne romprons pas l'accord [sur le nucléaire] avant que l'autre partie ne le fasse».

La suite des événements demeure incertaine. Le Congrès américain pourrait prononcer une nouvelle série de sanctions non liées au nucléaire ou réimposer les sanctions relatives au programme nucléaire, ce qui constituerait une violation de l'accord et impliquerait une résiliation unilatérale de celui-ci par les États-Unis. Pour éviter cette éventualité, la majorité républicaine au Congrès prépare une nouvelle loi visant à élargir les critères de l'accord aux essais de missiles, qui en sont actuellement exclus. Cette loi a pour but de répondre aux exigences du président Trump, qui demande au Congrès d'agir rapidement afin de durcir la loi qui régit actuellement la participation des États-Unis à l'accord sur le nucléaire iranien. Il insiste également pour que les autres pays parties à l'accord consentent à cette démarche sous peine de retrait des États-Unis de l'accord.

L'Union est dans une position délicate car le prestige international et les avantages économiques liés à l'accord sont tous deux menacés. Elle doit élaborer une stratégie solide afin de préserver l'accord et d'empêcher sa renégociation et son élargissement. Elle devrait également réagir immédiatement si le Congrès mettait en œuvre des sanctions qui touchent des banques et des sociétés européennes opérant en Iran. Des contre-mesures économiques fermes ont été réclamées afin d'empêcher toute répercussion sur les intérêts économiques de l'UE en Iran.

En outre, l'avenir incertain de l'accord a une incidence qui va bien au-delà de son champ d'application. L'engagement en faveur de la non prolifération nucléaire qui caractérise la diplomatie de l'Union est dorénavant remis en question. Comment envisager que des négociations diplomatiques puissent convaincre la Corée du Nord d'abandonner ses armes nucléaires si les États-Unis, l'un des principaux partenaires, risquent à tout moment de «décertifier» l'accord conclu? Faut-il en déduire que l'option militaire est l'unique solution?

Tarja Cronberg est une ancienne députée au Parlement européen et a présidé la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Iran entre 2011 et 2014. Elle a publié cette année un livre intitulé «Nuclear Multilateralism and Iran: Inside EU Negotiations»

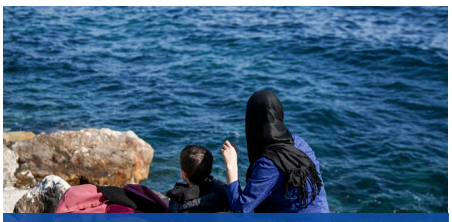
De droite à gauche: Hassan Rohani, président de l'Iran, Donald Tusk, président du Conseil européen, et Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / vice-présidente de la Commission ©Union européenne 2015

Tarja Cronberg
Ancienne présidente de la délégation du PE pour les relations avec l'Iran en 2011-2014.
Verts/ALE, Finlande (2011 - 2014)
tarja.cronberg@pp.inet.fi

PAS AU NOM DE L'HONNEUR!

La migration et les mouvements de réfugiés placent de plus en plus les pays de l'Union européenne face à de nouveaux défis, par exemple face à des formes de contrainte et de violence à l'égard des femmes et des filles dont nous n'avions jusqu'à présent guère conscience. Les «meurtres d'honneur», c'est-à-dire les meurtres de femmes ou de filles ayant enfreint la morale dominante et ainsi «l'honneur» du mari ou de la famille, font occasionnellement la une de nos médias. Mais les mariages d'enfants, les mariages forcés ou les mutilations génitales féminines ne sont devenus des notions traitées publiquement dans la politique et les médias que depuis l'augmentation de la migration. D'autres formes d'agressions criminelles, par exemple l'attaque à l'acide, ont également fait leur apparition avec la migration. Tout cela n'a vraiment rien à voir avec l'honneur! Et une chose doit être bien claire: les auteurs de ces actes ne doivent pas s'attendre à obtenir des réductions de peine dans l'Union européenne!

En 2011, le Conseil de l'Europe a réagi à cette situation par ladite convention d'Istanbul. Elle constitue un instrument contraignant de lutte contre la violence à l'égard des femmes, sous toutes ses formes: la violence sexuelle de tout type, la violence domestique, le harcèlement sexuel ou la traque furtive, mais aussi contre les mariages d'enfants, les mariages forcés et les mutilations génitales.



Une femme avec son enfant est assise sur des rochers au port de Mytilène, sur l'île orientale de Lesbos © Union européenne

Par souci d'exhaustivité, il convient d'ajouter que les hommes et les garçons peuvent aussi être victimes de violence sexuelle et de mariages forcés, mais les femmes et les filles sont davantage touchées, étant donné que partout dans le monde et dans toutes les couches sociales, le droit à l'autodétermination leur est souvent refusé.

Les mutilations génitales avaient déjà été proscrites sans ambigüité en 1995, lors de la conférence mondiale sur les femmes, qui s'était tenue à Pékin. À l'époque déjà, au sein de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, un vote de rejet de cette pratique avait été obtenu mais des voix critiques s'étaient élevées pour dire que des coutumes culturelles et/ou traditionnelles étaient ainsi remises en question de manière injustifiée. Depuis lors, de nombreux pays africains ont érigé en infraction pénale la mutilation génitale mais comme on le sait, elle est toujours pratiquée. De nombreuses femmes quittant des pays en développement pour venir en Europe sont excisées. Certaines l'imposent à leurs filles lors de visites à leurs familles dans leur pays d'origine (ce qui est un acte punissable dans l'Union européenne) mais d'autres s'y opposent fermement. Entre-temps, on trouve dans les pays européens - en Allemagne aussi - des médecins spécialisés qui peuvent aider les femmes souffrant de graves séquelles par une chirurgie appropriée.

Les mariages d'enfants et les mariages forcés ne sont en aucun cas tolérables. Mais quelles dérogations devraient s'appliquer aux mariages consentis entre deux jeunes n'ayant pas encore atteint la majorité mais ayant souvent déjà un enfant? En Allemagne, jusqu'à récemment, il existait une dérogation pour les jeunes de 16 ans, mais cette dérogation a été supprimée après l'apparition de la problématique liée aux réfugiés mineurs et l'âge légal du mariage a été relevé à 18 ans.

Dans l'ensemble, la législation et la gestion politique et sociale de ces défis sont en Europe dépassées par la réalité, ce que le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) a montré de manière détaillée. Il est en même temps attesté que l'attention accordée à ces questions augmente. La mondialisation croissante, la diaspora et la migration contribuent à l'ampleur du problème. Y répondre de manière appropriée implique non seulement adopter des règles et le cas échéant, imposer des sanctions pénales, mais aussi et surtout mettre en place les conseils et l'assistance nécessaires, ce qui fait encore largement défaut.

Pour une intégration réussie des migrants et des réfugiés, il convient aussi - également à des fins de prévention - de leur communiquer que la contrainte et la violence à l'égard des femmes et des enfants, et naturellement aussi à l'égard des hommes, sont contraires aux valeurs européennes et que le droit à l'autodétermination s'applique sans restriction également aux femmes. Et cela, oui, volontiers au nom de l'honneur!

Karin Junker
PSE, Allemagne (1989 - 2004)
karin.junker@t-online.de

FOCUS

L'EUROPE DE LA COMMUNICATION POLITIQUE

©iStock

FOCUS

POLITIQUE ET COMMUNICATION NUMÉRIQUE

La révolution informatique a bouleversé les codes de la communication politique et tracé une ligne nette entre l'avant et l'après. Avant, la politique – en tant que pensée et action – était exclusivement issue des lieux de communauté: partis, lieux de travail, groupes de réflexion, syndicats, groupements d'intérêts et, bien entendu, assemblées électives. La politique naissait ainsi du débat et du dialogue qui caractérisaient ces lieux «réels» du point de vue social. La communication était au service de la politique. Elle était l'instrument de diffusion des convictions et des projets d'actions, façonnés dans l'échange collectif.
Naturellement, tout cela a encore cours. Mais nous nous trouvons dans un interrègne, dans une période de transition, car l'après a déjà débuté. Dans cet après, la communication n'est plus l'instrument de la politique, mais est elle-même devenue politique.
Le rapport s'est inversé. La politique en tant que communication est aujourd'hui le courant de pensée majoritaire qui se dégage du parterre virtuel composé des différents utilisateurs individuels des réseaux sociaux en ligne.

Quels sont les médias sociaux?
Les médias sociaux englobent toute une gamme de technologies de l'information et de la communication utilisées pour partager des informations et des opinions, souvent par le biais de connexions explicites avec d'autres personnes ou groupes. Ils comprennent:

- Sites Web interactifs utilisant des techniques «Web 2.0» pour encourager l'utilisation de contenu et de commentaires
- Blogs (c'est-à-dire des journaux personnels et accessibles au public) qui permettent à quiconque de signaler ou de commenter les nouvelles et les événements
- Des services de micro-blogging tels que Twitter qui permettent de publier instantanément des messages courts auxquels les autres utilisateurs peuvent s'abonner
- Des services de partage de photos et de vidéos comme Flickr ou YouTube qui permettent aux utilisateurs de publier le matériel qu'ils ont produit
- Les services de réseautage social (SNS) tels que Facebook et le réseau professionnel LinkedIn, qui permettent aux utilisateurs de créer un profil en ligne et de créer des liens avec des amis, des collègues et des organisations, et de communiquer avec eux.

Source: 2014. *EPRS*. **Social media in election campaigning**

Réseau social: Twitter sur tablette ©Union européenne

Hier encore, la politique traditionnelle était capable d'imposer un cap à ces réseaux. Lors de sa première campagne présidentielle, Barack Obama parvenait par exemple à canaliser dans ses meetings l'énergie diffuse des opinions exprimées en ligne. La politique parvenait ainsi à transformer les communautés virtuelles du web en de véritables associations et la communication était encore à son service.
Puis la grande modification s'est dessinée, presque imperceptible; de jour en jour, la politique est de plus en plus asservie et conditionnée à l'internet. Les émotions, perceptions et humeurs de la toile relèvent désormais aussi de la politique. Remporter une élection suppose d'être en phase avec ce qu'exprime

Voxbox à Strasbourg. Facebook chat ©Union européenne 2017

l'internet, avec son tempérament fluctuant qui ne recule devant aucune contradiction, car il repose sur l'activité quotidienne, par définition versatile, dépourvue tant de mémoire du passé que de vision de l'avenir.
Mais alors, pouvons-nous l'appeler démocratie directe?
Non, ce serait un mensonge. Même la démocratie mythique de la polis athénienne prenait ses décisions au terme d'un raisonnement collectif. Ce n'est pas un hasard si cet environnement a simultanément donné naissance à la rationalisation de la dialectique et aux règles de l'argumentation. Rien de tout cela n'est présent dans la foule des opinions exprimées en ligne: elles ne peuvent pas peser dans le débat, seulement être comptées de manière approximative.
C'est ainsi que la communication, telle le monstre du docteur Frankenstein, a délaissé sa fonction instrumentale pour se doter d'essence politique et d'un message de rébellion contre les formes, les procédures et les institutions de la politique traditionnelle: c'est l'apparition de l'antipolitique.
Naturellement, elle s'attaque avant tout aux parlements, et a fortiori à la notion de parlement en tant qu'idée fondée sur le raisonnement et sur le dialogue.
Chacun peut se rendre compte de cette perversion de la communication politique, il suffit d'allumer son ordinateur pour consulter les réseaux sociaux. Il est tout aussi aisé pour les mouvements populistes de l'exploiter dans un but électoral, en se laissant porter par les flots d'opinions du moment.
C'est donc une question démocratique essentielle qui est en jeu. Il ne s'agit pas simplement de défendre les institutions parlementaires, même si cet aspect est crucial, mais avant tout de répondre à la question suivante: dans quelle mesure l'internet est-il innocent, à quel point les opinions qu'il enregistre sont-elles spontanées?
Le progrès technologique, qui a donné lieu à la révolution numérique, nous enseigne que celle-ci peut être orientée et manipulée d'en haut. Nous savons en effet que les sociétés privées qui détiennent les moteurs de recherche et les réseaux sociaux peuvent aussi peser très lourdement sur leurs contenus.
Elles parviennent ainsi à orienter les décisions électorales et jusqu'aux institutions parlementaires.
En matière de liberté, la question élémentaire que pose la nouvelle communication politique à l'ère numérique est donc celle d'un contrôle efficace, dans l'intérêt public: il s'agit d'empêcher les abus de position dominante par quelques sociétés privées.
La politique européenne doit renouer avec elle-même en concevant ces procédures de garanties. Il importe de démocratiser la communication politique numérique, et ce dans deux directions: vis-à-vis de ceux qui la dirigent et, de fait, peuvent la distordre dans leur propre intérêt; et vis-à-vis de qui la monopolisent au service d'une pensée unique.
Cette bataille démocratique vise à préserver de tout conditionnement le système de libertés sur lequel repose l'identité de l'Union européenne.

Otage des technologies modernes ©iStock

Andrea Manzella
PSE, Italie (1994 - 1999)
an.manzella@gmail.com

FAUSSES INFORMATIONS

Fausses informations: des histoires délibérément fabriquées se faisant passer pour du journalisme dans le but de manipuler les lecteurs.

source: 2017, *EPRS,* **'Fake news' and the EU's response.**

Le phénomène des fausses informations n'a rien de nouveau. En Europe comme ailleurs, l'histoire abonde en exemples de ce qui, en d'autres temps, correspondait aux fausses informations. Il est de notoriété publique qu'Octave, l'héritier de Jules César, et son rival Marc Antoine se livraient une guerre de désinformation. Des siècles durant, des minorités, notamment juive et rom, ont malheureusement été la cible d'accusations mensongères de sorcellerie ou de crime. Aujourd'hui encore, le monde foisonne de canulars, de fausses rumeurs et de demi-vérités.
La désinformation est une stratégie vieille comme le monde. Alors comment se fait-il qu'aujourd'hui la désinformation et les fausses nouvelles paraissent si préoccupantes? On peut difficilement nier les répercussions négatives qu'ont les fausses informations sur nos sociétés libres et ouvertes fondées sur la liberté d'expression et l'accès à l'information. Les fausses informations génèrent des idées et des réalités fausses, ce qui a comme conséquence d'induire les citoyens en erreur et, finalement, de fragiliser nos démocraties.

©iStock

Au cours de la dernière décennie, nous avons été nombreux à utiliser les plateformes en ligne et des médias sociaux comme principale source d'informations, à tel point qu'en réalité d'obscurs algorithmes définissent maintenant les flux d'informations de chacun d'entre nous. Aujourd'hui, on parle de bulle de filtres pour désigner ce phénomène. Facebook et Google contrôlent, par exemple, environ trois visites sur quatre de sites web de médias traditionnels.
À qui cela profite-t-il? Si les médias traditionnels existent encore, il y a également des jeunes pousses, de nouvelles idées qui changent la nature de la production et de la diffusion des informations ou parfois même des citoyens qui créent leur propre contenu. Nous connaissons tous des utilisateurs à succès de YouTube qui se sont fait une place sur le marché et ont transformé leur passion en activité lucrative.
Ce qui pose problème c'est ce qui se cache derrière ce vaste univers; dissimulé dans ces nouvelles sources de contenu et les nouveaux flux de revenus légitimes se trouve une bande hétéroclite d'acteurs qui exploitent la désinformation aux fins de manipulation de l'opinion publique. C'est ce qui s'est produit en 2016 au cours de la campagne présidentielle américaine et nous avons pu l'observer dans différents États membres: des sites web génèrent des contenus erronés pour gagner en influence ou, dans certains cas, ou simplement à des fins lucratives grâce à la rémunération au clic.

«Ce qui pose problème c'est ce qui se cache derrière ce vaste univers; dissimulé dans ces nouvelles sources de contenu et les nouveaux flux de revenus légitimes se trouve une bande hétéroclite d'acteurs qui exploitent la désinformation aux fins de manipulation de l'opinion publique.»

Les effets peuvent être alarmants: la confiance des citoyens vis-à-vis de l'information numérique reste extrêmement faible. Un récent sondage Eurobaromètre a révélé que seuls 7 % des personnes sondées croient aux histoires même fiables diffusées sur les médias sociaux.
Si on ajoute à cela le fait que les médias sociaux représentent la principale source d'informations des Européens de moins de 35 ans, personne ou presque ne saurait nier que la désinformation en ligne est une grave menace qui appelle des solutions.
Il n'appartient pas à la Commission européenne de jouer une espèce de rôle de ministère paneuropéen de la vérité. La définition de la «vérité», dans des sociétés pluralistes telles que les nôtres, repose sur la discussion et le débat ouverts, d'où

précisément la nécessité de garantir aux citoyens des contenus de qualité pour faciliter une prise de décision en toute connaissance de cause.
C'est ce qu'a reconnu le Président Juncker qui, dans sa lettre d'intention du 13 septembre, préconise d'apporter d'urgence une réponse politique au problème des «fausses informations». Il s'agit là d'un problème complexe, car il faudra non seulement définir la notion de «désinformation en ligne», mais aussi veiller dans la réponse politique apportée à protéger les libertés de nos citoyens, nos choix libres et démocratiques. Les solutions envisageables doivent respecter la liberté d'expression ainsi que le pluralisme des médias, tout en garantissant l'accès à des informations fiables basées sur un journalisme éthique professionnel.
La Commission a déjà mis au point une stratégie visant à limiter la diffusion de propos illicites, de haine, de violence et de terrorisme. Elle a récemment adopté de nouvelles règles destinées à préciser les procédures de retrait des plateformes en ligne et leur responsabilité. Nous avons mis en place un partenariat qui associe les acteurs économiques, la société civile et le secteur public, afin de mieux protéger les mineurs en ce qui concerne les contenus illicites ou préjudiciables. Grâce à l'équipe spéciale sur la communication stratégique orientale (East Stratcom Task Force), nous faisons également obstacle aux récits fallacieux émanant d'un pays particulier dont l'objectif est de déstabiliser les démocraties en Europe orientale.
J'ai la conviction profonde qu'il est possible de mettre en place des mesures de plus grande envergure, en conjuguant tous nos efforts, et en y associant les médias traditionnels, les plateformes en ligne, la société civile et les citoyens; ainsi, nous sommes en train de lancer un processus de consultation dans le but d'engager un dialogue sur divers sujets importants, tels que les systèmes de notification et de vérification des fausses nouvelles ainsi que la transparence des algorithmes.
Il est indispensable de discuter ouvertement avec les principales plateformes en ligne et travailler à des solutions, ce qui est d'ailleurs à l'avantage de ces plateformes et de tous les citoyens européens.
D'évidence, cela ne suffira pas. Pour avoir des chances de résoudre ce problème, il importe également de se préoccuper des médias traditionnels et des compétences médiatiques des citoyens. Par le passé, les citoyens consommateurs de médias connaissaient les intentions de tel ou tel média. Aujourd'hui, en raison de la prolifération des médias et de la profusion des informations, Il est beaucoup plus difficile les connaître.
Diverses actions pilotes promues par le Parlement européen nous permettront de soutenir des projets relatifs aux compétences médiatiques et au journalisme de qualité.
Grâce à plusieurs initiatives déjà engagées, on cherche à équilibrer les relations entre les plateformes en ligne et la presse traditionnelle pour que les éditeurs financent un journalisme de qualité. On peut citer les propositions de réforme du droit d'auteur susceptibles de renforcer la position de négociation des éditeurs vis-à-vis des plateformes internet, le financement d'une information de qualité sur les affaires européennes ainsi que des projets de prévention des risques en matière de liberté de la presse et de pluralisme.
Relever le défi des fausses informations suppose également une collaboration active de la part des États membres et des États membres entre eux. Il faut tirer parti des expériences acquises au niveau national pour éviter toute fragmentation; dès lors, une action menée au niveau européen peut contribuer à renforcer l'efficacité de nos solutions.
Ensemble, je crois que nous pouvons générer de meilleures solutions et atténuer l'incidence des fausses informations. Éliminer complètement les fausses informations pourrait paraître un objectif trop ambitieux, mais n'avons-nous pas par trop entendu combien le problème est grave, sans solutions, et qu'il n'y avait donc même pas lieu de s'y attaquer. Nous pourrions au moins essayer.
Enfin, n'oublions pas que les informations réelles, vérifiées et objectives ont au moins trois mérites: un débat enrichi, des citoyens mieux informés, et au bout du compte, des démocraties plus fortes avec des citoyens plus forts.

Mariya Gabriel ©Union européenne 2017

Mariya Gabriel
Commissaire européenne à la société et à l'économie numérique.
@GabrielMariya

LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE DU PE

En cette période d'optimisme au sein de la zone euro, mais d'euroscepticisme rampant dans les États membres, qui a trouvé toute son expression dans l'isolationnisme du Brexit, il serait hâtif d'affirmer que le Parlement européen a le vent en poupe. Toutefois, les interactions des citoyens avec le Parlement et leur implication à son égard sont désormais bien ancrées.
Le système des têtes de liste a quintuplé la couverture médiatique entre les élections de 2009 et celles de 2014. Mais 2019 n'est pas 2014. En un jour d'automne où le vent balaie Bruxelles, on incline à adhérer à la description de la situation faite par Jean-Claude Juncker dans son discours sur l'état de l'Union, le 13 septembre: «De nouvelles opportunités s'ouvrent à nous, mais elles ne resteront pas ouvertes éternellement. Mettons cet élan à profit, profitons de ces vents favorables.»
À l'heure où s'élabore et se met en œuvre la stratégie pour les élections européennes de 2019, il faut que la campagne de communication prenne le vent, comme disent les marins, même s'il doit bientôt retomber. Il nous faut garder à l'esprit que l'environnement politique, social et numérique actuel des Européens se transforme.

Urne électorale ©Union européenne 2014

« Plus que jamais, dans ce contexte de crise et étant donné les responsabilités accrues dévolues au Parlement, il est essentiel que les professionnels des médias de notre institution établissent des relations d'échange, de loyauté et de confiance avec les journalistes.»

Le terrorisme international, les relations de plus en plus imprévisibles avec la Chine, la Russie et les États-Unis, l'ombre toujours présente que jettent les négociations du Brexit, le phénomène des informations délibérément mensongères et l'afflux de réfugiés: ces éléments n'occupaient pas l'esprit de la plupart des Européens lorsqu'ils se sont rendus aux urnes en 2014.
En tant que reflet de la société européenne, le Parlement européen est partie intégrante du changement rapide des paramètres, et il doit s'affirmer en tant que tel. Dans la perspective des élections au Parlement européen de 2019, nous devons donc tenir compte de la réalité d'aujourd'hui et ne pas répugner à adopter une approche courageuse et innovante pour notre stratégie.
Plus que jamais, dans ce contexte de crise et étant donné les responsabilités accrues dévolues au Parlement, il est essentiel que les professionnels des médias de notre institution établissent des relations d'échange, de loyauté et de confiance avec les journalistes. Nous poursuivons un objectif commun, celui d'informer les citoyens sur les activités du Parlement de manière impartiale et objective, afin d'enrayer la désinformation.
Applicable aux institutions qui tissent des liens avec les médias et les journalistes, cette exigence doit être au cœur des relations nouées avec les citoyens. Malgré les avancées notables de 2014, il reste difficile d'atteindre le citoyen ordinaire individuellement. Éloignement inhérent à l'Union, difficulté des citoyens à déchiffrer ce qui se passe à Bruxelles ou complexité des processus de prise de décisions: tous ces facteurs compliquent l'action de communication du Parlement.
Il est, dès lors, de la plus haute importance que le Parlement européen garde présent à l'esprit le sens des élections européennes dans leur contexte élargi: elles sont la pleine expression de la démocratie européenne. Elles sont le moment où les électeurs peuvent choisir la direction qu'ils veulent voir l'Union suivre durant les cinq prochaines années; chaque nouvelle composition politique du Parlement européen donne à voir un microcosme de la société européenne et reflète l'humeur du moment des citoyens de l'Union.
Les élections placent l'Europe à la croisée des chemins. Les résultats des élections de 2019 décideront de son avenir. Nous avons le devoir de sensibiliser les citoyens aux élections

et à l'importance de celles-ci, et de les aider à faire des choix éclairés. C'est pourquoi la stratégie de cette campagne de communication visera à toucher un public aussi large et varié que possible.
Pour garantir le meilleur taux de conversion d'électeurs potentiels en électeurs réels, il conviendra de choisir plus spécifiquement certains publics à cibler. La campagne EE2019 doit concentrer ses efforts pour convaincre les segments de la société qui voient l'Union d'un bon œil mais ne font pas l'effort d'aller voter.
Les façonneurs d'opinion, les jeunes (15-24 ans) et les étudiants sont trois groupes cibles pro-européens importants. Malgré le fait qu'elles se déclarent favorables à l'Europe, les taux d'abstention restent hauts dans ces catégories. Elles représentent donc, en toute logique, des groupes cibles de la campagne de communication.
Au demeurant, l'identification des groupes cibles potentiels n'est qu'un élément du processus. Le résultat poursuivi est bien de susciter l'intérêt et la participation électorale des citoyens en question. Pour être efficace, la stratégie devra combiner diffusion du message et présence sur les médias sociaux, le terme de «message» renvoyant au récit ou à l'histoire générale que nous entendons raconter au moyen de la campagne.

Jaume Duch Guillot ©Union européenne 2016

« Nous devons nous adapter au paysage en évolution des médias sociaux et élaborer de nouveaux outils de communication pour les prochaines élections.»

Or, pour qu'émergent un message et un mouvement dotés d'une réelle force mobilisatrice, il faut que l'opinion ait le sentiment d'être partie prenante d'une entreprise plus vaste. Il faut également qu'elle se sente maîtresse de son destin et dotée du pouvoir de le changer. À l'intention des électeurs les plus jeunes et des façonneurs d'opinion, le message «Choisissez votre avenir» est tourné vers l'avenir et porte l'idée qu'il est possible de changer les choses, à condition d'agir en votant.
Le Parlement européen pourra toucher les enfants du numérique en opérant sur les médias sociaux. Il faut toutefois que l'élan impulsé débouche sur le vote des électeurs le jour des élections. Le statut «J'ai voté» sur Facebook, la bannière électorale sur Twitter et un «doodle» affiché par Google à l'occasion des élections ont suscité l'adhésion en 2014 et méritent d'être reconduits en 2019.
Cependant, nous devons nous adapter au paysage en évolution des médias sociaux et élaborer de nouveaux outils de communication pour les prochaines élections. Citons, par exemple, les «chat-bots», des agents conversationnels dans les applications de messagerie, qui répondent à de nombreuses questions pratiques, comme:

©Union européenne 2017

«où se trouve le bureau de vote le plus proche?».
Il est essentiel de lever les difficultés techniques que pourraient rencontrer les électeurs. Cependant, pour que la stratégie EE2019 porte tous ses fruits, la tonalité de la campagne doit être en faveur de l'Europe. Il ne s'agit pas seulement d'amener des électeurs à se rendre aux urnes, il nous faut les convaincre de soutenir le projet européen.
Au-delà de 2019, nous serons engagés dans une bataille contre ceux qui veulent mettre à bas la construction européenne et revenir à une Europe dans laquelle les États s'affrontent et les hommes et les femmes souffrent. Cette bataille se déroulera sur de nombreux fronts, et son issue décidera de ce qu'il adviendra de notre Europe dans les 30 années à venir. EE2019 nous permet d'écrire cette histoire.

Jaume Duch Guillot
Porte-parole et Directeur général de la communication au Parlement européen
@jduch

JEUNESSE, POLITIQUE ET COMMUNICATION

Il a toujours été important pour les jeunes de participer au sein des sociétés démocratiques: ils ont bien évidemment des priorités politiques différentes des autres catégories d'âge, et leur engagement promet à la démocratie un avenir durable. Avec le vieillissement de la population en Europe, il est devenu encore plus essentiel pour les jeunes de participer. Aujourd'hui pourtant, la réalité est tout autre: moins d'un tiers des jeunes âgés de 18 à 24 ans a voté lors des dernières élections au Parlement européen[1]. Le taux de participation des jeunes au référendum britannique est légèrement meilleur avec un pourcentage de 64% mais un vote aussi historique aurait dû attirer plus de participants[2]. À 18 mois des prochaines élections au Parlement européen, il est temps de non seulement se poser des questions sur la démocratie européenne mais aussi revoir la manière dont les politiques s'adressent aux jeunes.

Pour commencer, le terme «jeunesse» ne représente pas une entité homogène, c'est pourquoi plusieurs approches de communication sont nécessaires: le terme désigne différents groupes qui sont actifs soit au sein de partis politiques, soit au sein d'ONG non partisantes en faveur de la jeunesse, comme la nôtre, soit au sein de groupes qui se concentrent sur une problématique unique, notamment les droits des LGBTQIA ou encore la lutte contre le changement climatique. Or, ce que nous avons en commun, ce sont les espaces de communication de la génération du millénaire, à savoir: la vie réelle ou la forme numérique. Dans la vie réelle, on rencontre souvent les jeunes dans diverses organisations de jeunesse. Cela doit être associé à des objectifs sociétaux à long terme: si les jeunes ne comprennent pas le système politique et qu'ils ne connaissent pas leurs droits et devoirs de citoyens, ils n'auront aucun intérêt aux détails de l'action politique. Il est inquiétant de constater que les écoles européennes n'intègrent souvent pas entièrement des cours d'éducation civique dans leur programme d'études, et enseignent encore moins le fonctionnement de l'Union européenne. Il n'est donc pas étonnant de voir la question «Qu'est-ce que l'Union européenne? » monter en flèche dans les tendances sur Google 24 heures après le référendum britannique[3]. Suite à ce manque d'informations, nos membres travaillent en étroite collaboration avec les écoles. Le grand intérêt que connaît notre réseau démontre bien qu'il existe une demande pour l'enseignement de ce contenu et que les décideurs politiques aux différents niveaux de pouvoir devraient s'atteler à cette tâche.

Antonio Tajani - Le Président du PE participe à un "chat" en direct sur Facebook ©Union européenne 2017

Les médias sociaux sont devenus un outil du quotidien, particulièrement pour les jeunes. À l'instar de nombreux aspects de notre vie, le débat politique est passé du côté numérique. S'il était avant question de savoir comment atteindre les jeunes, il est désormais question de savoir comment connecter le discours public dans les médias traditionnels avec celui en cours dans les médias sociaux, qui semble actuellement se dérouler en parallèle. Nous recommanderions aux politiciens de devenir également actifs sur les médias sociaux. Les efforts investis afin de découvrir quelle plateforme est la plus populaire auprès des jeunes générations dans certaines régions et de poster régulièrement des mises à jour utiles en valent vraiment la peine. Cependant, il est important de garder à l'esprit trois principes: Premièrement, les médias sociaux sont sociaux et doivent donc être utilisés en conséquence. Aussi, les politiciens devraient prendre les utilisateurs au sérieux. Les réactions et réponses des personnes devraient être traitées comme des courriers électroniques de citoyens et être écoutées. En fait, les comptes qui ne font que poster sans jamais

1. EP Thinktank (2015). Young people engaged but not voting. Retrieved October 1, 2017 from https://epthinktank.eu/2015/12/14/young-people-engaged-but-not-voting/
2. Helm, Toby (2016). EU referendum: youth turnout almost twice as high as first thought. Guardian. Retrieved October 1, 2017 from https://www.theguardian.com/politics/2016/jul/09/young-people-referendum-turn-out-brexit-twice-as-high
3. Rosalie Chan (2016). Brexit: U.K. googling what the EU is hours after voting to leave. Retrieved October 2, 2017 from http://time.com/4381612/uk-brexit-google-what-is-the-eu/

répondre ont rarement du succès. Par conséquence, la stratégie d'un politicien en matière de médias sociaux devrait comprendre un volet qui contrôle régulièrement l'engagement et permet la réflexion du décideur sur ses propres positions. Deuxièmement, les jeunes ne devraient pas être sous-estimés. On peut bien sûr se réjouir de la fin des frais d'itinérance mais nous ne sommes pas seulement un homo oeconomicus. Nous constatons que notre génération éprouve des difficultés à trouver un emploi et nous voyons des gens traverser la Méditerranée dans l'espoir de trouver un meilleur foyer. Ces sujets ne doivent pas être écartés. Cependant, et troisièmement, il est essentiel que les médias sociaux aillent de pair avec des interactions dans le monde réel en créant et en renforçant les contacts. Les politiciens ne devraient pas avoir peur de demander de l'aide à des groupes tels que le forum européen de la jeunesse; qui peuvent également apporter leur soutien en présentant votre action à de nouveaux jeunes.

« Les politiciens devraient prendre les utilisateurs au sérieux. Les réactions et réponses des personnes devraient être traitées comme des courriers électroniques de citoyens et être écoutées »

Cependant, malgré tous les avantages de la révolution numérique, elle contient aussi des pièges: Twitter permet par exemple à tout le monde de rapporter des nouvelles, ce qui incite certains décideurs à répondre rapidement, avant même de connaître l'ensemble des faits et amène à dépeindre plus facilement une situation complexe en noir et blanc à cause du nombre limité de caractères disponibles. Les faits sont facilement modifiables, les mensonges sont difficile à détecter et discréditent d'autres acteurs crédibles. Les plateformes qui dépendent fortement des algorithmes sont également le lieu parfait pour construire des caisses de résonance puisque leur but est de faire passer plus de temps en ligne aux utilisateurs et de montrer moins de posts prêtant à controverse qui pourraient aller à l'encontre du point de vue des utilisateurs. Ce parti pris de confirmation est dangereux pour tout le monde, particulièrement pour les adolescents car la prise de conscience de l'existence d'autres opinions, la capacité de penser de façon critique et de débattre avec les autres (des compétences nécessaires afin de maintenir une société démocratique) sont affaiblies dès lors qu'il n'y a plus d'opinions critiques. Une étude du Pew Research Center a démontré que 62% des utilisateurs américains reçoivent les nouvelles via les médias sociaux; une autre étude a conclu que 59% des 2,8 millions d'articles partagés l'étaient sans même avoir été lus[4,5]. C'est pourquoi il est crucial de repenser la façon dont nous voulons que la société fonctionne: quelle importance

Interview en direct de Jean-Claude Juncker, président de la CE, pour YouTube et Euronews © Union européenne 2017

donnons-nous au journalisme de qualité et la vérification des faits? Comment peut-on stimuler la pensée critique et permettre une meilleure éducation aux médias?
Les choses ont déjà progressé sur certains points: Bien que Twitter, dont la principale caractéristique est de formuler des phrases tape-à-l'œil d'une ligne, ait certainement facilité l'actuelle vague de populisme, ses fils d'actualité, composés de discussions écrites en de multiples tweets, sont devenus un endroit privilégié pour les discussions politiques. Il convient d'aller plus loin dans cette direction, autant du côté des plateformes que des utilisateurs. Quand il est question de communiquer sur la politique, il est grand temps de trouver un juste équilibre entre la bonne communication et une approche raisonnée et bien pensée des politiciens.

4. Gottfried, J., Shearer, E. (2016). News use across Social Media Platform 2016. Pew Research Center. Retrieved September 30, 2017 from http://www.journalism.org/2016/05/26/news-use-across-social-media-platforms-2016/
5. Maksym Gabielkov, Arthi Ramachandran, Augustin Chaintreau, Arnaud Legout (2016). Social Clicks: What and Who Gets Read on Twitter?. ACM SIGMETRICS / IFIP Performance 2016, Antibes Juan-les-Pins.

Leonie Martin
Vice-présidente de JEF Europe
@leoniemartin90
leonie.martin@jef.eu

ACTIVITÉS DE L'AAD

Activités de l'AAD

VISITE D'ÉTUDE À WASHINGTON

LE PARTENARIAT UE/É-U SURVIVRA À TRUMP

Le climat politique américain a considérablement évolué depuis la dernière élection présidentielle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont joué un rôle primordial au sein des institutions multilatérales fondées à cette période. Au début des années 50, le pays a été un soutien majeur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le précurseur de la Communauté économique européenne, remplacée à son tour par l'Union européenne. Au cours des ans, les États-Unis et l'Union ont travaillé en étroite collaboration à jeter les fondements d'une coopération mondiale entre des pays de tailles et cultures différentes. Le monde a grandement bénéficié de l'essor du multilatéralisme, qui a favorisé l'émergence d'un climat de gouvernance plus ouverte, de transparence et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Les institutions multilatérales ont également contribué à l'élaboration d'approches communes dans les réponses apportées à des problèmes mondiaux comme les changements climatiques, les flux migratoires ou le terrorisme.

C'est pourtant une vision du monde radicalement différente que proposait Trump une semaine avant notre visite à Washington, celle d'un retour à un ordre mondial régi par le principe de souveraineté des États et la poursuite exclusive des intérêts nationaux, une version moderne de l'adage «la fin justifie les moyens». Sa doctrine de «l'Amérique d'abord» marque une rupture complète avec des décennies de consensus bipartite autour de la politique étrangère aux États-Unis.

Tout au long de notre visite, la question centrale a été celle de la tension entre nationalisme et internationalisme. Nos échanges au sein du Ministère des affaires étrangers ont mis en évidence le déclin de l'influence de ce dernier: très peu de hauts fonctionnaires avaient été confirmés par le Sénat, les sixième et septième étages étaient quasiment déserts et le budget du département avait subi une coupe de plus de 10 % (un chiffre cependant inférieur aux 30 % initialement prévus!). Au même temps, nous avons été rassurés d'entendre de la bouche des fonctionnaires permanents qu'un engagement solide en faveur des relations entre l'Union et les États-Unis était indispensable à la défense des intérêts américains, et ce malgré la persistance de nombreuses problèmes commerciaux. Nous avons reçu des messages similaires au cours d'autres réunions.

Cependant, notre visite nous a apporté la confirmation douloureuse et dérangeante du clivage qui divise le pays. À l'occasion de discussions concernant la possibilité d'un conflit nucléaire avec la Corée du Nord ou d'un refus américain de renouveler la certification de conformité de l'Iran vis-à-vis de l'accord nucléaire de 2015, nous avons été frappés par les divergences d'opinion entre les conseillers de Donald Trump, prônant des avis quasi unanimes, et ce dernier, instinctivement porté à des actions radicales. Pour nombre d'entre nous, l'émergence de cette nouvelle conjoncture politique chez un allié de longue date de l'Europe est particulièrement inquiétante.

Si les récentes déclarations extraordinaires du sénateur Bob Corker, président très respecté de la puissante commission aux affaires étrangères du Sénat américain, concernant l'inconstance présidentielle et le risque d'un nouveau conflit armé qui pourrait en résulter, s'inscrivent dans un discours plus ancien, elles devraient renforcer les craintes considérables qui animent déjà les cercles européens. L'attitude favorable de Donald Trump au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, ou Brexit, n'est rétrospectivement qu'un incident mineur en comparaison de la gravité de la situation actuelle.

Pour l'Union européenne, les conclusions à en tirer sont limpides. Comme l'a affirmé Angela Merkel à de nombreuses reprises, l'Union et ses États membres ne pourront compter que sur eux-mêmes face aux nombreux défis qui attendent l'Europe et le monde. À l'aune de la situation actuelle en Europe, l'injonction à «s'unir ou périr», qui rappelle un Benjamin Franklin, semble plus d'actualité que jamais. Par son comportement, Donald Trump contribue sensiblement au renforcement de l'unité européenne.

Le bilan de notre visite est sans équivoque: les États-Unis demeurent un partenaire majeur de l'Union européenne. Cela ne fait aucun doute: nos relations bilatérales survivront à Donald Trump.

Laurens Jan Brinkhorst
ELDR, Pays-Bas (1994 - 1999)
l.j.brinkhorst@gmail.com

SCHISMES DANS LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Le 20 janvier 2017, le Président Trump a hérité d'une économie qui ne se portait pas mal, après la crise financière, à un taux de chômage de 5% et à un taux de croissance de 2,4% (contre 1,9% pour l'Union). Mais une campagne électorale longue et dure a mis au jour des lignes de fracture, anciennes et nouvelles, de nature économique, politique, ethno-religieuse, et régionales.
Pour nous qui voyons en les États-Unis un modèle pour l'Union européenne en ce qu'ils constituent une grande communauté de groupes de populations, d'États dotés d'un même système juridique et de langues, il est surprenant de voir que les débats entre partisans et détracteurs de l'Obama care remettent en cause de maintien d'un système de santé commun.
La solidarité, pilier de l'État-providence, est rejetée par les Républicains, inspirés qu'ils sont par la conception calviniste de la responsabilité de chacun pour sa propre personne.
Ils s'opposent à toute forme de redistribution et ne peuvent concevoir que ceux qui, au prix d'un travail acharné, sont parvenus à l'aisance économique prêtent assistance à ceux qui sont dans le besoin ou au chômage.
Cette philosophie se cristallise également dans le système de retraite et la réforme fiscale.
Nos interlocuteurs, à l'instar de l'ambassadeur David O'Sullivan, confirment la formation de plus en plus marquée de blocs au sein de la société américaine; tel est aussi le point de vue Brian Baird, l'un des orateurs du débat au Sénat et membre de l'Association des anciens députés du Congrès des États-Unis.
Les débats qui ont eu lieu à la Georgetown University et à la John Hopkins University ont permis d'assister aux interventions d'orateurs d'envergure. Il faut savoir que les États-Unis ne disposent pas de fondations politiques financées par l'État et que le fait politique y est commenté par des instituts indépendants et impartiaux.
La présentation sur les prix de l'énergie à l'Université Hopkins, lesquels ont sensiblement baissés en raison du recours à la fracturation hydraulique, s'est achevée sur le constat amer du faible retentissement des dégâts causés par le changement climatique dans la sphère politique américaine.
Il n'y a qu'en Californie que les inquiétudes sur les fortes répercussions des émissions de gaz à effet de serre sont prises au sérieux.
Sur cette question aussi la société est partagée suivant une ligne de fracture entre ceux qui sont sensibles aux problèmes climatiques et ceux qui utilisent autant de ressources gratuites – telles que l'air, l'eau et les sols – qu'ils le peuvent, fût-ce au détriment des générations futures, et à qui les notions de dommages latents et, de prévention sont étrangères.
Il n'y a pas de cadastre des pathologies, comme il en existe un en Allemagne, qui recense les répercussions sur la santé de la population et qui a une forte incidence politique. L'exemple des limites plus strictes pour les émissions, telles qu'elles existent en Californie, n'est pas suivi.
Le lien scientifique avec les catastrophes climatiques comme les ouragans et les tsunamis est nié.
L'intérêt que suscite la politique migratoire de l'Union, et de l'Allemagne, est compréhensible au regard du débat provoqué par les restrictions à l'immigration imposées par le gouvernement Trump.
En tant qu'Allemands, des questions nous ont été posées sur la coalition de Mme Merkel, questions incontestablement empreintes d'une certaine malice au regard du succès électoral mitigé qui a résulté de la vague de migrants accueillis.
L'arrivée de nouveaux migrants aux États-Unis, notamment non-caucasiens et musulmans, provoque une peur à l'égard de l'accueil de personnes différentes dans la société.
Les résultats des élections de novembre montrent que l'est des États-Unis est plutôt Républicain, l'ouest et le sud, à l'exception de la Californie, plutôt Démocrate.
Le Président, qui en appelle régulièrement à ses fans ainsi qu'au lobby des armes contre les partisans d'une modification de la loi sur les armes, ne fait que multiplier et renforcer les lignes de fractures qui divisent la société.
Il semble que les forces centrifuges se soient affaiblies tandis que des forces centripètes œuvrent à la dissolution du multilatéralisme.

Ursula Braun-Moser
Allemagne
PPE (1984 - 1989)
PPE-DE (1990 - 1994)
braunmoser@aol.com

TRIBUNE SUR L'IRAN ET LA CORÉE DU NORD

Le gouvernement de Donald Trump est confronté à deux problèmes, qui ont partie liée: le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord, dont l'existence est avérée, et celui que mènerait l'Iran. La décision, récemment prise par Donald Trump, de cesser de certifier le plan d'action global commun signé en 2015 entre l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que l'Allemagne (P-5+1), risque de compliquer la résolution de ces deux problèmes. Le président a en effet affirmé que «beaucoup de gens pensent que l'Iran fait des affaires avec la Corée du Nord», ce que n'étaye aucun élément tangible.
Le 13 octobre 2017, reprenant ses déclarations de campagne, il a qualifié le plan d'action comme étant «l'un des accords les plus mauvais et les plus inéquitables auxquels les États-Unis aient jamais participé».
Pourtant, le plan d'action global commun a permis de diviser par trois le nombre de centrifugeuses d'enrichissement d'uranium, a conduit au démantèlement total de l'installation à eau lourde d'Arak, qui produisait du plutonium, a contraint l'Iran à se défaire de 98 % de son stock de combustible nucléaire, a limité la quantité de combustible nucléaire que l'Iran peut produire d'ici 2031 et a mis en place un régime d'inspection qui donne à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) un niveau d'accès aux installations jamais atteint, dans le cadre duquel l'AIEA a régulièrement constaté que l'Iran respectait les termes du plan d'action.
Certes, le plan d'action global commun a ses limites. Les restrictions imposées à l'Iran, limitées dans le temps, prendront fin entre 2025 et 2030, les inspecteurs n'ont pas accès aux installations militaires et le plan d'action ne couvre pas le programme de missiles de l'Iran, sans compter son soutien au terrorisme et ses autres menées déstabilisatrices dans la région. Cela étant, la finalité de l'accord sur le nucléaire n'a jamais été de couvrir toutes les activités iraniennes, auxquelles répondent d'autres sanctions prises par les États-Unis. À l'expiration du plan d'action, l'Iran restera soumis à l'obligation, au titre du traité de non-prolifération, de ne pas développer d'armes nucléaires.
Suivant les conseils de son équipe chargée de la sécurité nationale, Donald Trump ne s'est pas immédiatement détourné de l'accord, en cette période de

Stuart E. Eizenstat ©McLarty

confrontation avec la Corée du Nord. Il n'a pas non plus déclaré que le plan d'action global commun était contraire à l'intérêt national des États-Unis, ce qui aurait restreint sa marge de manœuvre. Il a plutôt argué, plus spécifiquement, qu'au titre de l'acte de révision de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran datant de 2015, il ne pouvait pas certifier que la suspension des sanctions au titre du plan d'action était «adéquate et proportionnée» aux mesures prises par l'Iran pour «mettre fin à son programme nucléaire illicite».
Il a ensuite renvoyé la question au Congrès, qui, sur les questions nucléaires, a le pouvoir d'imposer des sanctions suivant des procédures accélérées pour 60 jours maximum. Toutefois, le président demandera au Congrès non pas d'imposer ces sanctions, mais de mettre en place des sanctions supplémentaires, en marge du plan d'action global commun, qui visent le programme iranien de missiles balistiques, ainsi que le soutien de l'Iran au terrorisme. Il travaillera en outre avec nos alliés pour «contrecarrer les menées déstabilisatrices de l'Iran» dans la région. Dans le même temps, M. Trump a annoncé qu'il travaillerait avec le Congrès et nos alliés pour

En partant de gauche, 1er : Rex Tillerson, secrétaire d'Etat américain, 3 e: Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des Affaires étrangères, lors d'une réunion ministérielle UE3 / E3 + 3 et iranienne sur JCPOA. ©Union européenne 2017

corriger les failles de l'accord, comme ses limitations dans le temps. Il demandera au Congrès d'inscrire dans la loi certaines bornes, dont le franchissement par l'Iran entraînerait automatiquement de nouvelles sanctions: poursuite du lancement de missiles balistiques, refus de la prolongation des restrictions applicables à la production de combustible nucléaire ou constat par les services de renseignement des États-Unis que l'Iran pourrait produire une arme nucléaire en moins d'un an.

Ceci dit, bien qu'il reste loin de dénoncer l'accord sans plus attendre, le président des États-Unis a placé son pays au pied du mur. Ni l'Iran ni aucun des autres P-5+1 n'acceptera de rouvrir les négociations, qui ont été si âpres et si longues, du plan d'action. Si Rex Tillerson, ministre des affaires étrangères, a déclaré que les autres activités menaçantes de l'Iran pourraient faire l'objet de négociations en vue d'un accord distinct du plan d'action, l'Iran, pour sa part, n'y aurait que peu intérêt sans des levées de sanctions supplémentaires et conséquentes de la part des États-Unis, auxquelles le gouvernement de Donald Trump n'est certainement pas prêt . Le 12 janvier 2018, le président devra avoir décidé s'il approuve la suspension régulière pour six mois des sanctions sur le nucléaire conformément au plan d'action global commun, laquelle a décidé l'Iran à accepter les restrictions importantes à son programme nucléaire. Si Donald Trump s'y refuse, le plan d'action sera caduc et l'Iran libéré des contraintes qui pèsent sur son programme nucléaire.

Mais il sera difficile au président des États-Unis de donner son approbation faute de certaines initiatives iraniennes, que l'Iran ne prendra malheureusement pas. Donald Trump a déclaré qu'en l'absence d'accord sur la prolongation de la suspension, le plan d'action global commun «prendra fin». Ce seraient alors les États-Unis, et non l'Iran, qui auraient mis fin à un traité multilatéral, et les États-Unis se trouveraient isolés. Si Donald Trump impose des sanctions subsidiaires à des entreprises européennes et des entreprises d'autres États présentes en Iran, il déclenchera une guerre commerciale qui entravera la coopération dont il a besoin pour corriger les lacunes du plan d'action; l'Iran n'a accepté de s'asseoir à la table des négociations de ce plan qu'en raison des sanctions imposées de manière ferme et unie par les États-Unis et l'Union.

Pour justifier le non-renouvellement de la certification de l'accord, le président a déclaré que l'exemple de la Corée du Nord montrait que «plus longtemps nous ignorons une menace, plus elle devient grave». Or, la leçon que la Corée du Nord tirera de l'initiative de Donald Trump de se détourner de l'accord est toute autre: pourquoi négocier avec les États-Unis un accord de renonciation à son programme nucléaire, si les États-Unis peuvent unilatéralement se dégager de leurs obligations? Conclure un accord sur le nucléaire avec la Corée du Nord qui ressemblerait un tant soit peu à l'accord, si difficile à obtenir, qui nous lie à l'Iran dans le cadre du plan d'action global commun serait un petit miracle.

À ce stade, il convient de nommer sans délai un envoyé de haut niveau pour travailler avec l'Union et tenter de négocier un accord supplémentaire qui remédie aux lacunes du plan d'action global commun et couvre les autres activités iraniennes, sans toutefois torpiller le plan d'action au cours du processus.

Stuart E. Eizenstat a été conseiller en chef pour la politique intérieure de la présidence des États-Unis sous la présidence de Jimmy Carter (1977-1981) et a occupé plusieurs postes, soumis à l'approbation du Sénat, dans le gouvernement de Bill Clinton, dont le poste d'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne, de secrétaire d'État auprès du ministre du commerce, de secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et de vice-ministre du trésor (1993-2001). Son dernier livre, President Carter: The White House Years («Président Carter: les années à la Maison Blanche») sera publié au printemps 2018.

Stuart E. Eizenstat
Ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne (1993-1996)

Federica Mogherini, s'exprime à la suite d'une réunion EU3 / E3 + 3 et réunion ministérielle iranienne sur la réunion du JCPOA aux Nations Unies. © Union européenne, 2017

TRUMP ET LE MOYEN-ORIENT

Le discours prononcé par Donald Trump devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier révèle un changement de paradigme - mais lequel? Cette situation s'observe plus particulièrement dans la politique américaine à l'égard du Moyen Orient.

Une chose est sûre. La «feuille de route» concernant la question des frontières israéliennes ne connaîtra pas d'avancée majeure. Preuve en sont les applaudissements vigoureux avec lesquels Benjamin Netanyahu a accueilli le discours de Donald Trump. Ce dernier n'est pas seul responsable de l'enlisement de la «feuille de route», mais il exercera moins de pressions sur Israël que par le passé. Cependant, certains aspects de sa politique au Moyen Orient sont beaucoup moins tranchés. En avril, les destroyers de l'US Navy mouillant en Méditerranée ont lancé 59 missiles de croisière Tomahawk sur l'aérodrome d'Al-Shayrat, situé dans le gouvernorat de Homs, dans l'ouest de la Syrie, en représailles contre l'utilisation par le gouvernement de Bachar el-Assad d'armes chimiques lors d'une attaque à Khan Cheikhoun. Pour l'Union européenne et les autres acteurs internationaux, cette opération aurait pu être le signe d'une plus grande fermeté de Donald Trump à l'égard du régime en place. Cependant, certains éléments, comme la position américaine vis-à-vis de l'influence russe en Syrie, prêtent à confusion. Les États-Unis vont-ils s'impliquer plus directement dans des pays comme la Syrie ou la Libye, avec la possibilité d'une nouvelle coopération russo-américaine en Syrie?

Enrique Barón Crespo abordant une question lors du panel sur la politique étrangère de l'administration Trump lors des événements annuels de l'Association des anciens membres du Congrès des États-Unis © FMC

La principale source d'inquiétude demeure l'attitude de Donald Trump à l'égard de l'Iran. L'Iran a fourni au Hezbollah près de 100 000 missiles pour attaquer Israël et soutient des groupes terroristes. Il est intervenu en Syrie aux côtés de Bachar el-Assad et construit actuellement un complexe militaire sur le territoire syrien. Les craintes des États-Unis à ce sujet sont légitimes. Dans ces conditions, on pourrait s'attendre à une grande fermeté de la part des autorités américaines.

Il n'en est rien. Donald Trump préfère s'en prendre au plan d'action global commun avec l'Iran relatif aux armes nucléaires, qu'il décrit comme «l'un des accords les plus désastreux et unilatéraux que les États-Unis ont jamais conclus».

Depuis 2012, les stocks d'uranium enrichi de l'Iran sont passés de 8 000 kg à 300 kg. Le réacteur à eau lourde d'Arak, qui produit du plutonium, a été entièrement démantelé. Les infrastructures iraniennes sont surveillées en permanence par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a certifié, à huit reprises, que l'Iran se conformait à ses exigences. Rien ne prouve que la situation a changé depuis la dernière certification à laquelle l'Agence a procédé.

En d'autres termes, toute initiative militaire des États-Unis reviendrait à punir l'Iran pour ses efforts.

Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont formellement refusé de suivre les États-Unis et de se retirer de l'accord. Il n'est pas dit que le retrait des États-Unis du plan d'action global commun aura un quelconque impact sur les véritables enjeux de la question syrienne.

Les États-Unis sont les héritiers d'une longue tradition d'interventions bénéfiques de par le monde. Ils pourraient être d'une très grande aide au Moyen Orient, en intervenant dans la crise du Qatar ou encore en incitant la Turquie à évoluer vers un système pleinement démocratique. Cependant, à l'heure actuelle, l'administration Trump doit encore prouver qu'elle est à la hauteur de son héritage.

Le système constitutionnel américain des contre-pouvoirs pourrait se révéler utile si le Congrès contraignait le président à adopter une direction rationnelle. En outre, de nombreux hypothèses sont fonction de l'influence que les éléments lucides de l'administration Trump (les «adultes») exercent sur le président. Espérons que les États-Unis se ressaisissent.

Robert Moreland
DE, Royaume-Uni (1979 - 1984)
horseferry@yahoo.com

QUE PEUT-ON FAIRE CONTRE LE TERRORISME ?

Notre rencontre au Potomac Institute avec le Général GRAY fut particulièrement intéressante dans la mesure où elle nous a apporté les conclusions des études effectuées aux USA et à l'échelle planétaire.
Personnellement, j'ai apprécié la mise en évidence des racines du terrorisme permettant de mieux définir les moyens de lutte contre ce fléau.
Le Terrorisme n'est pas nouveau et il s'étend à l'ensemble des 5 continents.
L'exemple qui s'impose actuellement est celui de Daesch. Mois après mois, cette organisation multiplie les attentats : au Moyen Orient – en Europe – en Afrique – en Amérique.
Parmi les éléments soutenant le développement des terrorismes, nous devons noter :

- La pauvreté dans laquelle est plongée une partie de nos concitoyens. Pauvreté matérielle, mais également pauvreté sociale. Des millions d'être humains vivent ainsi en marge de nos sociétés : non formés, non intégrés, sans avenir personnel et professionnel.
- La fragilité psychologique de nombre d'individus pour lesquels le terrorisme offre une réponse à leurs déviances.
- Les manoeuvres de déstabilisations entre Etats, etc.

Face aux terrorismes, nos Etats démocratiques, sans être impuissants, souffrent de différentes faiblesses :

- De manière prioritaire, il convient de rendre plus efficaces les coopérations entre tous les services de renseignements. Tant à l'intérieur d'un pays, qu'entre les Etats de l'Union Européenne et au-delà.
A l'échelle locale de New York, les coopérations mises en place entre les différents services opérationnels, ont fait rapidement chuter la criminalité. En France le Président Macron vient de mettre en place une « Task-Force » pour coordonner les multiples services concernés par le renseignement. A l'échelle européenne, il convient de renforcer les échanges d'informations avec les moyens modernes dont chacun dispose.
- Au niveau opérationnel, il convient également de mettre en réseau toutes les organisations policières et militaires.
- Par ailleurs, l'U.E., les Etats Membres, les autorités locales et régionales doivent, dans les quartiers réputés sensibles, tout à la fois développer des programmes de lutte contre la pauvreté et intégrer tous les citoyens, notamment par la langue et par la formation générale.
- Au niveau de la Communication (les médias et les réseaux sociaux) sont les alliés objectifs des terroristes. La question de leur rôle doit être posée.
- Bien d'autres actions doivent également être entreprises à l'échelle collective : couper les sources de financement des terrorismes, développer des actions diplomatiques « ciblées », etc.

L'Union Européenne est construite pour défendre la Paix et favoriser le Bien-être de ses citoyens. Il y a urgence à ce qu'elle fasse de rapides progrès en matière de lutte contre le terrorisme. Pour cela, il est temps que les leaders politiques des Etats membres décident de vraiment mettre en réseau leurs différentes organisations concernées.

Jean-Marie Beaupuy avec le professeur Yonah Alexander, directeur du Potomac Institute for Policy studies.

Un moment du discours introductif d'Alfred Gray, Lieutenant Général, à l'Institut Potomac pour les études politiques

Jean-Marie Beaupuy
ALDE, France (2004 - 2009)
jeanmariebeaupuy.europe@sfr.fr

ÉNERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les perspectives de l'action pour le climat aux États-Unis ont ouvert un débat intéressant lors de la visite de l'AAD à Washington en octobre 2017.

Les États-Unis n'ont jamais témoigné un grand enthousiasme vis-à-vis des politiques pour le changement climatique. Le président Clinton a signé le protocole de Kyoto mais cela n'a jamais fait l'objet d'un vote au Sénat. Le président George W. Bush, après avoir battu le vice-président Gore, militant de premier rang pour l'action face au changement climatique, s'est retiré du protocole malgré les critiques. Le président Obama, était un défenseur de l'accord de Paris et, ce dernier n'étant pas un traité, il a pu le ratifier par décret sans passer par le vote du Sénat.

Le président Trump s'est attiré énormément de critiques lorsqu'il a fait part de son intention de se retirer de cet accord. Il a affirmé son soutien pour ce qu'il reste de l'industrie houillère américaine, ayant reçu l'appui de la communauté minière lors de sa campagne électorale.

Malgré tout cela, on remarque une réduction de 25 % des émissions aux États-Unis depuis 2005 et grâce au passage du charbon au gaz. Les sources d'énergie renouvelable et les améliorations en termes d'efficacité de la consommation énergétique ont joué un rôle.

Depuis 2009, les coûts des énergies renouvelables avaient baissé de 66% dans le cas de l'énergie éolienne et de 85% dans le cas de l'énergie solaire. Ces réductions des coûts et certains avantages fiscaux encouragent l'activité au niveau local et de l'État. Le rôle de l'énergie nucléaire quant à elle, fournit 10% de l'électricité, quoique sa contribution future soit incertaine. L'énergie électrique est aujourd'hui la principale source d'énergie.

Les méthodes de production et de transport dépendront des développements scientifiques et technologiques et de la mesure dans laquelle ils pourront être utilisés de façon rentable. Les décisions publiques quant à l'application des taxes ou des subventions auront une influence soit au niveau local, soit au niveau national. Les décisions d'approvisionnement et/ou de distribution pourraient être influencées par des facteurs géographiques locaux.

Changement climatique et drapeau américain. Influence des Etats-Unis sur le climat mondial. ©iStock

L'infrastructure des transports est un moteur de la croissance économique et l'actuel projet ferroviaire chinois faisant route vers l'ouest en direction de l'Europe ne sera pas le dernier de ce genre. Lors de leur visite à Washington, Alstrom et Siemens ont annoncé d'ambitieux projets de création d'un réseau ferroviaire à travers l'Allemagne et la France.

Lors du débat, il ne fut pas beaucoup question de l'énergie nucléaire aux États-Unis mais un récent document interne à l'intention du secrétaire d'État à l'énergie reprenait plusieurs facteurs favorisant une croissance plutôt qu'une décroissance de sa contribution, la réduction des gaz à effet de serre, la résilience du réseau (questions de charge de base), la sécurité nationale avec la diversité des carburants, l'emploi et la contribution à l'assiette fiscale.

Lors de mes débuts en tant que membre de la commission "industrie, recherche et énergie" (ITRE) du Parlement européen, il y avait un soutien envers l'énergie nucléaire et les gens se battaient pour convaincre la Commission d'augmenter le financement de la recherche et au développement pour les énergies renouvelables.

Aujourd'hui, millions de personnes n'ont pas d'approvisionnement sûr en électricité (y compris un tiers de la population en Inde) tandis que la population mondiale ne cesse de croître.

Gordon Adam
PSE, Royaume-Uni (1979 - 2004)
gordonjadam@aol.com

LES OURAGANS ET L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Alors que nous étions en visite à Washington, Porto Rico se trouvait en situation d'urgence humanitaire après le passage de l'ouragan Maria. Celui-ci a fait des morts, a causé des dommages importants, tels que la destruction de routes et de ponts, et a laissé la population sans eau, nourriture ni électricité.
Dernièrement, les ouragans Harvey, Irma et Maria, formés dans l'océan Atlantique, se sont abattus sur les côtes américaines, tandis que l'ouragan Ophelia a entraîné la mort de plusieurs personnes et a occasionné des dégâts considérables et de violents incendies au Portugal, en Espagne, en Irlande et en Grande-Bretagne.
Grâce aux observations satellites et à des instruments techniques sophistiqués, il est possible de connaître la structure et l'évolution des ouragans et de définir précisément le rapport entre ces événements et le changement climatique. Or, les experts partagent des points de vue différents. Alors que certains affirment qu'il est difficile de déterminer si les ouragans de ces dernières années sont plus violents que ceux des années précédentes, d'autres déclarent que la hausse des températures a entraîné un accroissement de la fréquence et de l'intensité des cyclones tropicaux depuis les années 1970. Cependant, l'Organisation météorologique mondiale, organe de l'ONU, affirme que «les changements climatiques sont susceptibles d'augmenter les précipitations et la puissance des ouragans et des cyclones, qui ont toujours existé. Toutefois, la relation entre les changements climatiques et la fréquence des ouragans n'est pas claire.»
L'élévation du niveau de la mer, causée par le réchauffement climatique mondial, rend plus probables les inondations dans les zones côtières sur les routes des ouragans. Des stratégies coordonnées doivent être mises en œuvre dans les politiques relatives au développement et à l'environnement pour faciliter l'échange d'expériences et d'informations, réduire la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, promouvoir le bon usage des ressources énergétiques et des nouveaux styles de vie en tenant compte des États insulaires qui pourraient disparaître en-dessous du niveau de la mer, comme l'a souligné en 1999 le rapport Persad-Bissessar «sur les changements climatiques et les petits États insulaires dans le contexte de la structure de coopération entre l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique et l'Union européenne».
L'année 2016 a marqué l'entrée en vigueur de l'accord de Paris, qui réunit les signatures de 195 États qui ont adopté le premier protocole universel et juridiquement contraignant, établissant un plan d'action mondial afin de prévenir les changements climatiques dangereux et limitant le réchauffement climatique mondial bien en deçà de 2 °C. Les gouvernements se sont mis d'accord sur des plans d'action axés sur l'atténuation des effets du changement climatique afin de réduire les émissions, sur la transparence et l'examen de la situation mondiale, sur l'adaptation et le soutien, en mettant l'accent sur les pertes et les dommages liés aux effets néfastes des changements climatiques, avec la participation de tous les acteurs concernés au niveau infranational.
En juin dernier, le président Trump a annoncé le retrait des États-Unis de l'accord de Paris, affirmant qu'il était gravement préjudiciable à l'économie et qu'il entraînait des pertes d'emplois et de compétitivité. Il a également suspendu les fonds supplémentaires de l'agence de protection de l'environnement.
Lors du débat à l'université Johns-Hopkins, l'avocat Longstreth a expliqué que des progrès significatifs en matière de réduction des émissions avaient été effectués depuis 2005 grâce à l'investissement dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il a ajouté que le programme «Clean Power Plan» (plan en matière d'énergie propre) du président Obama n'était pas suffisamment ambitieux et que le Congrès avait dû approuver une série d'incitations fiscales renouvelables.
Chacun de leur côté, les États américains réussissent à promouvoir des mesures ambitieuses au niveau régional. C'est le cas d'Atlanta, qui tente d'adopter le renouvelable à 100%. Malgré la décision de Trump, il existe un ferme soutien bipartite en faveur de l'énergie propre et du renouvelable.
Beaucoup de choses ont été faites dans le monde depuis les années 1970, mais il est nécessaire de poursuivre sur la voie d'un engagement mondial fort afin d'éviter des conséquences douloureuses.

Monica Baldi
PPE-DE, Italie (1994 - 1999)
baldi.monica@email.it

IMPRESSIONS AMÉRICAINES

Le hasard des calendriers conduit à des coïncidences symboliques.
Avant de partir à Washington, j'ai assisté au Festival du film américain de Deauville.
Philippe Augier, le dynamique maire de cette prestigieuse station s'exprime : «Depuis sa naissance en 1860, Deauville a tissé des liens forts avec le peuple américain. La Normandie est une terre de mémoire et de reconnaissance éternelle au peuple américain.»
Depuis quarante trois ans le Festival du film américain est un événement culturel et politique majeur entre les Etats-Unis, la France et l'Europe.
«Au fil des années, le Festival n'a pas cessé d'évoluer et d'explorer tous les types de cinéma ''from USA". Il est une véritable plate-forme à la fois artistique, économique, porteuse de la culture américaine et de l'évolution de sa société.», ajoute Philippe Augier.
Le cinéma, est un vecteurs important de la «soft diplomatie».
J'étais donc déjà «américain» avant de revenir à Washington, grâce au cinéma, reflet d'une société, de ses valeurs, de ses violences, de ses craintes, de ses espoirs.
En retrouvant Washington, c'est une fierté de notre histoire qui m' envahit : La Fayette, Charles L'Enfant qui fut après avoir servi aux côtés du général Washington l'architecte de la «Federal City», et une reconnaissance envers nos amis américains libérateurs de l'Europe.
L'élection en France du plus jeune président de la Vème République, bousculant les pronostics, les clivages traditionnels, s'exprimant sans tabou à l'international, interpelle les Américains. Cette élection, paradoxalement, ressemble à celle de Donald Trump, tant elles étaient imprévues. Pour les Etats-Unis, les discours d' Emmanuel Macron en Grèce, à l'ONU sont le signe d'une vision dynamique de la France et, avec elle, de l'Europe dans le débat international.
Trump impose à l'Europe une responsabilité urgente face au désordre diplomatique de son administration, au manque de cohésion, de sérénité d'une expression politique présidentielle trop souvent réduite à une série de tweets.
La construction de l'Union européenne avance à coup de drames souvent imprévus. Ainsi, le Brexit, la Catalogne, les Etats-Unis, enfermés dans le slogan «America first», exigent de l'Europe qu'elle soit une puissance engagée dans le monde, gardienne des valeurs de l'universalisme, de la démocratie, de la paix.
C'est le diagnostic d'une Amérique profondément divisée qui a dominé dans les analyses de nos divers interlocuteurs.
Il y a résignation inquiète chez certains, une opposition nette chez d'autres une satisfaction du noyau dur des partisans de Trump, la classe moyenne blanche. Trump la cultive en bataillant contre le libre-échange, l'immigration, et en confirmant le droit au port d'armes.
Le deuxième amendement de la Constitution reste une référence quasi «sacrée» pour les républicains.
L'Europe n'est pas épargnée par les divisions et par les populismes.
L'électorat nationaliste s'est radicalisé.
Les partis politiques traditionnels se sont affaiblis.
Nous avons débattu librement avec nos partenaires américains de ces questions. Les sujets d'inquiétude internationaux sont nombreux - Corée du Nord, Iran, Syrie, Accord de Paris. Ils ne peuvent pas être traités dans l'improvisation, l'approximation.
Le sabotage systématique des accords conclus est irresponsable.
Nos interlocuteurs font confiance à la démocratie américaine pour canaliser cette déferlante démagogique dangereuse.
A l'Europe d'être plus unie, active afin d'être le garant des traités, de la parole donnée.
C'est un billet d'humeur, retour du monde de Trump…

Photo de famille de la délégation de l'AAD avec Antoine Ripoll, directeur du bureau de liaison du PE avec le Congrès américain.

Jean-Paul Benoit
PSE, France (1989 - 1994)
jpbenoitavocat@gmail.com

INSTITUTS AMÉRICAINS POUR LE SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE

Au cours de la visite d'étude de la délégation de l'AAD à Washington, menée par le Président Barón Crespo, nous avons participé à un intéressant déjeuner avec deux instituts. Il s'agissait du National Democratic Institute (NDO) et de l'International Republican Institute (IRI). La délégation a eu un échange de vues avec ces deux instituts ensemble, chose aujourd'hui plutôt rare à Washington. En effet, les relations entre Républicains et Démocrates américains sont tendues et le bipartisme relève de l'exception. Ces deux organisations sont présentes dans de nombreux pays. Même à Washington, les dossiers relatifs aux affaires étrangères suscitent des controverses.
Nous avons été accueillis par le président du National Democratic Institute, Kenneth Wollack, ainsi que Stephen Nix, directeur du service Eurasia, et Jan Surotchak, directeur du service Europe de l'International Republican Institute.
Ces deux instituts ont été créés il y a une trentaine d'années, dans les années 80-90. C'est l'effondrement de l'empire soviétique qui a été le grand événement déclencheur. Les fondateurs des instituts se sont inspirés du modèle des fondations allemandes, telles que la fondation

Un moment de la rencontre avec NDI et IRI

Konrad Adenauer, à la différence près que les fondations allemandes, elles, sont aussi engagées dans de nombreuses activités en Allemagne même. L'action des deux instituts américains est donc exclusivement centrée sur l'étranger. Ils bénéficient d'un soutien public conséquent. Les dons constituent une autre source de revenus.
En ce qui concerne l'Europe, ils mènent des activités dans les Balkans orientaux et occidentaux, en Hongrie, en Slovaquie, en Pologne et en Ukraine, mais aussi dans la région du Caucase et en Turquie.
La mission du NDI, organisation à but non lucratif, non partisane et non gouvernementale, consiste à soutenir les institutions et les pratiques démocratiques. Il s'attache à renforcer les organisations politiques et de la société civile ainsi qu'à promouvoir la participation des citoyens.
L'objectif de l'IRI est de promouvoir les infrastructures de la démocratie, la liberté de la presse, les syndicats, les partis politiques, les universités, ce qui permet aux citoyens de choisir leur propre voie pour développer leur propre culture afin de concilier leurs propres différences par la voie pacifique.
Il s'agit là des mandats officiels. Faute de temps, il n'a pas été possible d'en savoir plus sur ce que recouvrent leurs autres activités. Il serait, en tout cas, très important de connaître le bilan de leur action, qui couvre une grande partie de l'est de l'Union européenne. Je serai très intéressé par l'expérience éventuelle de certains membres de l'AAD avec l'un ou l'autre de ces deux instituts.
Une conclusion possible est que l'Amérique n'a pas oublié le vieux continent. Le Congrès est toujours disposé à consacrer beaucoup d'argent pour aider les pays européens.

Un moment de la rencontre avec NDI et IRI

Bartho Pronk
PPE-DE, Pay-Bas (1989 - 2004)
bartho@barthopronk.com

RENCONTRE AVEC D'ANCIENS DÉPUTÉS

Ce mois-ci, j'ai assisté à une présentation de membres de l'AAD du Parlement européen à l'université de Georgetown. Des anciens députés d'Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, République tchèque et Royaume-Uni étaient présents. Je viens tout juste d'entamer des études à l'université de Georgetown où je suis un cursus d'allemand et d'études européennes, et ce débat a été l'un des événements, en dehors du cursus universitaire, les plus éclairants auxquels j'ai eu l'occasion de participer jusqu'ici. Comme je consacre mes études à l'Europe, j'ai suivi les élections en Allemagne, le référendum en Catalogne et le Brexit, de loin, alors pouvoir entendre des anciens députés allemands et britanniques s'exprimer sur les événements qui se déroulent dans leur pays et dans l'Union s'est révélé très stimulant intellectuellement. Aux États-Unis, nous entendons parler de dissensions permanentes entre les États membres, et il était réconfortant de constater que ces dissensions ne s'étendent pas nécessairement au-delà de Bruxelles et qu'en fin de compte tous les députés sont désireux de promouvoir une Europe forte et stable.

Table ronde/Déjeuner avec des professeurs et des étudiants de l'Université de Georgetown

N'étant pas Européenne, je ne me suis jamais sentie bien placée pour donner mon opinion sur le bien-fondé du Brexit, même après que bien d'autres Américains ont déblatéré leurs opinions sur tout Facebook. Après avoir écouté les anciens députés britanniques, je suis parfaitement consciente de la tragédie potentielle pour le Royaume-Uni. Je nourris de grands espoirs pour l'avenir de l'Europe, et pour le bien du Royaume-Uni, j'espère qu'il y sera associé. L'une des pistes de nature à favoriser le succès de l'Union serait de renforcer sa pertinence pour les citoyens des États membres. Il semblerait que le vote en faveur du Brexit est, en partie, dû à un déficit d'information de l'électorat sur les nombreux avantages que procure la qualité de membre de l'Union européenne, ce qui s'explique aisément. L'Union européenne a un grave problème de relations publiques; elle doit s'efforcer de créer une image à projeter au niveau local pour inciter davantage de citoyens à voter à l'élection du Parlement et leur permettre de comprendre ce que signifie faire partie de l'Union. Étant le seul organe de l'Union européenne élu démocratiquement, un taux de participation de 42% révèle une crise démocratique. Les citoyens ignorent en quoi consiste l'action du Parlement et ne ressentent pas le besoin de se faire entendre. À Georgetown, un ancien député britannique a mentionné que seules les élites comprennent vraiment les objectifs et les structures de l'Union européenne et, selon moi, cette situation doit changer.
Le Brexit risque de peser sur les relations transatlantiques. En effet,

Membres de la délégation à l'Université de Georgetown

les États-Unis ont toujours entretenu des relations culturelles et historiques avec le Royaume-Uni, et ces relations leur ont servi de passerelle vers l'Union. J'estime, pour ma part, que cela sera l'occasion pour les États-Unis de renforcer ses relations avec d'autres États membres. Ici aux États-Unis, notre nouveau président semble incapable d'adopter une vue tranchée sur l'Union européenne. Pour autant, je ne me fais pas de soucis à propos du Président Donald Trump. Le partenariat transatlantique a maintes fois fait ses preuves face aux multiples difficultés, et nous sommes déterminés à poursuivre ces relations malgré les revers potentiels. Nos nations occidentales partagent de nombreux objectifs: la sécurité internationale, l'aide aux démunis et la protection de la santé de notre planète, pour n'en citer que quelques-uns. En tant que future dirigeante, j'ai confiance en l'avenir de notre partenariat que nous continuerons de développer, à condition de nous concentrer sur les questions essentielles et sur ce qu'il est possible de réaliser ensemble au service de nos objectifs communs.

Maddie Mitchell
Étudiant à l'Université de Georgetown, Washington D.C.
mmm471@georgetown.edu

Rencontre FP-AP à Malte

RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

RENCONTRE DE LA FP-AP À LA VALETTE

La Valette, la capitale de la République parlementaire de Malte en Méditerranée, est la plus petite capitale de l'Union européenne du point de vue de la superficie et du nombre d'habitants (seulement 5 700 habitants sur un total de 430 000 dans tout le pays[1]). Malte se situe au cinquième rang mondial au niveau de la densité de population (qui continue encore d'augmenter). Malte a une culture et une histoire très anciennes. Vers la fin du néolithique, six temples ont été érigés sur la deuxième île de l'archipel maltais, Gozo, et 22 grands temples sur l'île de Malte par un peuple qui est arrivé sur l'archipel entre 6 000 et 4 000 ans avant J.C[2]. Les musées archéologiques en rendent un témoignage éloquent, notamment grâce à leurs précieuses statuettes (féminines) préhistoriques. Il n'est donc pas étonnant que trois sites maltais aient été classés au patrimoine mondial par l'UNESCO et que La Valette ait été désignée capitale européenne de la culture pour 2018, parallèlement à Leuvarde (Pays-Bas), et qu'elle se prépare à ce grand événement. On remarque notamment les travaux à l'entrée de la ville protégée par une muraille. D'autres vestiges archéologiques ont été découverts lors de ces travaux. D'après le quotidien Times of Malta, l'Union européenne soutient ce projet de restructuration à hauteur de 24 millions d'euros.

Nous, Andrea Manzella, Valeh Nasiri et moi-même, ainsi que les anciens députés de 19 États membres du Conseil de l'Europe, avons été impressionnés par La Valette et son flot de touristes et par les nombreux chanteurs européens qui ont participé au grand festival de chant choral. Nous avons visité la cité médiévale fortifiée de Mdina, appelée la cité silencieuse, et fait une excursion à Gozo, le lieu de résidence de Lino DeBono, président de la FP-AP. Lui et son équipe autour de Noel Buttigieg Scicluna et Pauline Abela (Malte) ont été soutenus avec succès par Krist Decanniere, Lisette Hermans et Roland Roblain, du secrétariat de la FP-AP à Bruxelles.

À Marsa, nous avons visité le cimetière turc, un autre joyau architectonique. Le «Grand Siège de Malte» par l'armée ottomane a eu lieu en 1565. L'Ordre de Malte a défendu l'île avec succès. Les fortifications de la fin du XVIe siècle ont fait de Malte l'île la mieux fortifiée de la Méditerranée et comptent aujourd'hui parmi les plus impressionnantes du monde entier. Tout cela, c'est le bon côté de la médaille. Mais Malte a aussi de grands problèmes. Au cours de son histoire variée, elle a fait l'objet de la convoitise de nombreuses puissances belligérantes des quatre coins du monde en raison de sa position stratégique en Méditerranée. Aujourd'hui, c'est le meurtre brutal de la journaliste Daphne Caruana Galizia,sur lequel Andrea Manzella attire particulièrement l'attention, ce sont par exemple les discussions autour des fameux Panama-Papers ou Paradise-Papers, c'est la manière d'acquérir un passeport maltais qui risquent de modifier la vie et l'atmosphère de cette île particulière, peut-être de manière irréversible. L'édifice moderne du Parlement, conçu par l'architecte italien Renzo Piano (2011 - 2015) est un véritable joyau contemporain.

C'est ici que Claudette Buttigieg, présidente de la Chambre des représentants, a répondu à nos questions, tout comme plus tard Tonio Borg, ancien commissaire européen, et Michael Farrugia, ministre de l'intérieur et de la sécurité nationale, lors du séminaire de la FP-AP sur le thème général de l'apatridie, une tentative visant à expliquer le thème des réfugiés avec toutes ses facettes problématiques et à relever les défis exceptionnels auxquels l'ensemble de l'Union est confrontée.

Deux orateurs remarquables du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCNUDH), Inge Sturkenboom (Bruxelles) et Sharzad Tajbakhsh (Genève), ont également attiré l'attention sur le guide du HCNUDH pour les parlementaires intitulé «Nationalité et apatridie» et sur le «Plan d'action mondial pour mettre fin à l'apatridie: 2014 – 2024», des brochures fondamentales pour tout le monde. Nous avons en outre abordé la première proposition de l'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, sur l'avenir de l'Europe, qui sera le thème du colloque de la FP-AP qui aura lieu en 2018 à Strasbourg.

Malte a désormais créé une plateforme internationale et appelé à une action conjointe contre les menaces mortelles dans le monde...

Brigitte Langenhagen
PPE-DE, Allemagne (1990 - 2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

1. Wikipedia
2. Wikipedia

DÉCLARATION DE LA FP-AP ADOPTÉE À LA VALETTE

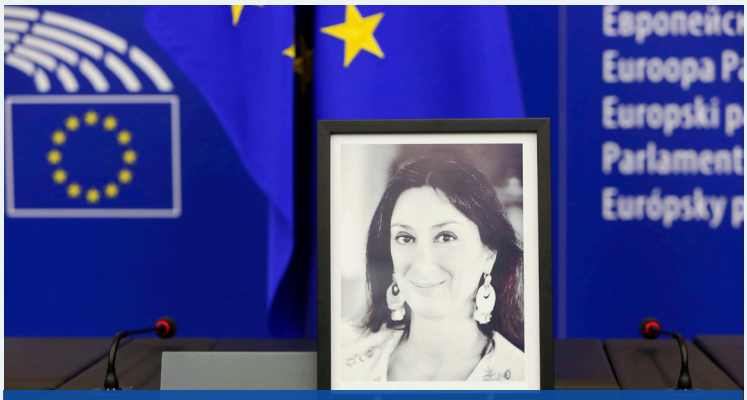
Le jour même des funérailles à Malte de la journaliste Daphne Caruana Galizia, assassinée pour avoir exercé sa liberté de presse et de pensée, le Bureau FP-AP a adopté la Déclaration suivante à l'initiative de la délégation de l'AAD:

COMMUNIQUÉ
PAR L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DES PAYS MEMBRES DU
CONSEIL DE L'EUROPE (FP-AP)

REUNION DU BUREAU FP-AP À LA VALETTE
3 NOVEMBRE 2017

Nous, anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe et anciens députés du Parlement européen réunis à Malte pour discuter ensemble de l'avenir de l'Europe,

- EXPRIMONS une profonde tristesse et la plus vive indignation pour l'acte criminel qui a brisé l'existence de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia;
- CONDAMNONS le crime infâme qui a causé une commotion à travers l'ensemble de la population européenne: non seulement parce qu'il a éteint une jeune vie, mais aussi parce que - dans un État membre de l'UE et du Conseil de l'Europe - a été commis, dans une forme terroriste, une telle atroce violation des droits de la liberté de la presse et de la liberté de pensée, consacrés dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE et dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH);
- CONDAMNONS toute forme d'actes et d'assassinats terroristes dans les états membres du Conseil de l'Europe ;
- SOUTENONS l'appel pressant du Parlement européen au gouvernement maltais et à toutes les autorités de la République de Malte à s'engager pour faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de soutenir l'enquête internationale et traduire en justice les auteurs et les commanditaires de l'assassinat et à dissiper les ombres déshonorantes qui l'entourent;
- NOTONS l'engagement du Premier Ministre de Malte de ne s'arrêter devant rien pour découvrir la vérité derrière ce meurtre atroce et l'implication d'Europol, du FBI et d'autres experts techniques étrangers pour apporter l'expertise technique et assistance à la police maltaise dans son enquête à propos de l'assassinat de Daphne Cruana Galizia ;
- EXPRIMONS nos condoléances à la famille de la victime et observons une minute.



Séance plénière du PE, octobre 2017. Minute de silence à la mémoire de Daphne CARUANA GALIZIA - Journaliste maltaise ©Union européenne

VISITE SOUS LA PRÉSIDENCE UE

VISITE EN ESTONIE

Outre les priorités de l'Estonie en matière de défense, Marianne Mikko, l'influente députée spécialiste de la défense, s'attache à promouvoir son patrimoine et son expertise numérique.

L'Estonie, le plus septentrional des trois États baltes, partage une frontière avec la Russie et une proximité linguistique avec la Finlande. Depuis son indépendance en 1991, l'adhésion à l'Union européenne a été l'un des principaux enjeux de sa politique étrangère.
Le pays a connu de nombreuses périodes d'occupation au cours de son histoire, notamment par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique pour ce qui de l'époque récente; il est extrêmement vulnérable du fait de sa taille modeste et de son éloignement relatif, aux confins de l'Union européenne.
La frontière commune avec la Russie et l'annexion de la Crimée par la Russie ne sont pas des circonstances de nature à atténuer l'anxiété du pays.
Au cours du Moyen-Âge, l'Estonie subit diverses dominations, dont celle du Danemark, des chevaliers de l'ordre livonien allemands et de la Suède, avant d'être finalement intégrée au 18e siècle à l'empire russe.
L'indépendance, l'Estonie la connaît pour la première fois en 1918, après la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'empire russe.
En 1920, un traité de paix est signé avec la Russie, puis en 1939, l'Union soviétique contraint l'Estonie à accepter des bases militaires soviétiques et enfin, en 1940, l'armée soviétique entre dans le pays qui est alors intégré à l'Union soviétique.
L'armée allemande envahit l'Estonie en 1941, avant une nouvelle annexion par l'Union soviétique en 1944, avec des dizaines de milliers d'Estoniens déportés vers la Sibérie et la Chine centrale.
Après l'effondrement de l'Union soviétique, le pays devient l'un des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale les plus performants au plan économique.
Vygauda Usackas, encore récemment ambassadeur de l'Union européenne à Moscou, a déclaré qu'il n'envisage pas la possibilité d'un changement d'attitude de la Russie sous Poutine envers les États baltes, tout en précisant «qu'il croit au dialogue et qu'il faut se garder de taxer la Russie et sa population d'État terroriste».
L'influente députée spécialiste de la défense, Marianne Mikko, partage cet avis, à savoir que malgré la menace potentielle que la Russie de Poutine fait peser sur son pays, ce dialogue est capital, aussi sensible ou difficile soit-il.
Cette ancienne députée européenne socialiste, aujourd'hui députée au Parlement estonien, est cheffe de la délégation estonienne auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.
Forte d'une solide expérience en tant que journaliste, membre du groupe des femmes pour la défense et députée au Parlement européen où elle siégeait à la commission de la culture et des médias, elle est une figure clé de la politique de défense estonienne et européenne.
Selon Marianne Mikko, il est important que l'Europe s'inquiète de ses propres besoins en matière de défense et de sécurité, et que les pays membres ou pas de l'OTAN dans l'Union européenne travaillent de concert à leur défense commune.
La tradition du chant choral est un aspect fascinant de l'histoire et de la culture estoniennes, notamment dans la musique, comme le montre le succès extraordinaire de sa «révolution chantante» qui lui a permis d'accéder à son indépendance vis-à-vis de la puissante Union soviétique grâce à sa voix et au chant.
Le pays a toujours su mobiliser ses talents créatifs et la voix collective de son peuple; peut-être plus qu'aucun autre pays dans le monde, l'histoire de l'Estonie se raconte en chansons.
Certes, elle se concentre sur la défense et la sécurité, mais l'Estonie est également l'un des leaders mondiaux du numérique et ce petit État, qui compte 1,3 million d'habitants, est déterminé à renforcer encore sa voix numérique au cours de la présidence de l'Union européenne qu'elle assume actuellement.

Délégation de l'AAD à Tallinn avec Marianne Mikko, membre du Riigikogu au sein de la Commission de la défense nationale et des affaires de l'UE

Michael McGowan
PES, Royaume-Uni (1984 - 1999)
mcgowan.michael@ntlworld.com

VERS UNE E-EUROPE?

L'Estonie a choisi d'illustrer la période pendant laquelle elle préside l'Union européenne, par une initiative originale: promouvoir ce que son gouvernement appelle l'Europe numérique c'est-à-dire généraliser l'utilisation des techniques de communication électronique dans les relations administratives et les services marchands. Le but visé est de faciliter l'accès de tous aux données de toutes sortes, raccourcir les délais de toutes les transactions et rendre tous les échanges parfaitement transparents. «Plus de transparence, moins de bureaucratie» tel est le mot d'ordre que l'Estonie propose à ses 27 partenaires. Elle demande que l'Union européenne proclame, sans attendre, une cinquième liberté fondamentale : la libre circulation des données. Elle rêve que l'ensemble de nos nations devienne la puissance mondiale la plus avancée dans l'utilisation de l'internet.
Pour mieux convaincre les autres gouvernements, celui de Tallinn a décidé de donner l'exemple. Il est fier d'annoncer que 95% de la population estonienne utilise désormais une carte d'identité électronique. Cette carte permet de faire toutes les démarches administratives imaginables avec un ordinateur personnel ou un téléphone portable. Les ministres disent en plaisantant qu'ils ne connaissent que deux exceptions: les mariages et les divorces. Il n'est plus nécessaire de rédiger ni de garder des ordonnances médicales: les soins prescrits aux malades sont disponibles sur l'internet et n'importe quelle pharmacie peut y avoir accès. Les fichiers médicaux individuels sont conservés dans des dossiers numérisés et peuvent être consultés par tous les hôpitaux. Les élections suivent le même chemin: les citoyens ont la faculté de voter chez eux, en utilisant à nouveau leurs ordinateurs. Créer une entreprise est aussi une affaire de clics : les démarches administratives ne demandent que quelques minutes, sans aucun déplacement hors de chez soi.
Ces réalisations nous ont été expliquées avec enthousiasme.
Nos questions sur la fiabilité et la confidentialité d'un système aussi étendu ont reçu des réponses rassurantes: selon nos interlocuteurs,

Contexte de technologie de sécurité en ligne ©Union européenne

toutes les précautions ont été prises pour empêcher le piratage des données et décourager les cybercriminels. Nous n'étions pas en mesure de discuter leurs affirmations. Il reste que l'entrain du gouvernement estonien n'est pas partagé unanimement par les autres Etats. En Estonie même, la numérisation de toutes les activités publiques se heurte à des résistances et des défaillances. Aux dernières élections législatives, plus de 70% des citoyens ont préféré se déplacer, comme jadis, jusqu'au bureau de vote plutôt que de choisir un candidat par voie électronique. Quant aux informations officielles concernant les modalités du scrutin, elles ont été curieusement fournies aux électeurs en langue estonienne d'abord, en anglais ensuite. Les russophones (plus de 30% de la population) ont été oubliés. La numérisation ne résout pas les problèmes politiques mais elle peut les aggraver.

Délégation de l'AAD devant les terrains du Festival de la chanson de Tallinn

Michel Pinton
NI, France (1993 - 1994)
m.pinton@wanadoo.fr

REPORTAGE PHOTOS

De gauche à droite: Enrique Barón Crespo, Président de l'AAD; Mairead McGuinness, première Vice-présidente du PE et Mirek Topolánek, ancien Président du Conseil de l'UE (2009) et ancien Premier ministre de la République tchèque (2006-2009) lors du cocktail annuel de l'AAD ©Union européenne 2017

Les événements annuels de l'AAD ont eu lieu les 29 et 30 novembre 2017.
Pendant le cocktail, nous avons bénéficié de la présence de Mme. Mairead McGuinness, première Vice-Présidente du PE.
L'orateur invité du dîner annuel était M. Mirek Topolánek, ancien président du Conseil de l'UE (2009) et ancien Premier ministre de la République tchèque (2006-2009), son discours a été intitulé "*Les anciens états communistes d'Europe de l'Est, font -ils face aux défis de notre continent?*".
Le séminaire annuel a eu lieu le 30 novembre. Cette année, il avait pour titre: "*Stratégie globale de l'UE en matière de sécurité et de défense*". Des députés européens anciens et actuels, ainsi que des étudiants de différentes universités belges ont assisté à l'événement.
La video est maintenant disponible sur le site de l'AAD: www.formermembers.eu

Un moment du dîner annuel de l'AAD © Union européenne 2017

Un moment du Séminaire annuel ©Union européenne 2017

De gauche à droite: Michael Gahler, MdPE; Elisabetta Fonck; Enrique Barón Crespo, Sir Julian King et Ivailo Kalfin lors du Séminaire annuel de l'AAD ©Union européenne 2017

Les anciens présidents du PE, Nicole Fontaine et Pat Cox lors du dîner annuel de l'AAD ©Union européenne 2017

DÉPÊCHES

ACTIVITÉS

2 mai 2018

EPRS SÉMINAIRE D'INFORMATION
De 15h45 à 17h15.
Parliament européen à Bruxelles.

2 mai 2018

SERVICE COMMEMORATIF ANNUEL
Les membres et anciens MdPE commémoreront leurs collègues qui sont décédés en 2017-2018.
De 17h45 à 18h15

2 mai 2018

COCKTAIL ET DÎNER DÉBAT
À 18h30 au Restaurant des membres du Parlement européen à Bruxelles.

3 mai 2018

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DÉJEUNER ANNUEL
À 10h00, suivi du déjeuner annuel à 13h00.

4-5 juin 2018

VISITE EN BULGARIE
Plus d'informations vous seront envoyées par email

SPONSORS

L'AAD tient à remercier pour sa généreuse contribution à CANDRIAM

CANDRIAM INVESTORS GROUP
A NEW YORK LIFE COMPANY

et KBC.

KBC Brussels

Pour le parrainage du programme «PE au Campus».

IN MEMORIAM

† 12 octobre 2017
Horst POSDORF
PPE-DE (1979-1993)
Il a été membre allemand du Parlement européen de 2005 à 2009. Lors de son mandat au Parlement, M. Posdorf était membre du Groupe du parti populaire européen (Groupe démocrate-chrétien).
Au niveau national, il a représenté «Christlich Demokratische Union Deutschlands».

NOUVEAUX MEMBRES

Cachia Therese COMODINI
(Malte, 2014-2017, PPE)

Cachia Therese Comodini a été membre du Parlement européen de 2014 à 2017. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été membre de la commission des affaires juridiques, de la délégation pour les relations avec la Palestine et de la délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée.

Guido VICECONTE
(Italie, 1994-2001, FE&PPE)

Guido Viceconte a été membre du Parlement européen de1994 à 2001. Tout au long de son mandat au Parlement, il a été membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs; de la commission des affaires sociales et de l'emploi; de la commission de la politique régionale, des transports et du tourisme; de la commission juridique et du marché intérieur; de la délégation pour les relations avec l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie et de la délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale et le Mexique.

Glenis WILLMOTT,
(Royaume-Uni, 2006-2017, S&D)

Glenis Willmott a été membre du Parlement européen de 2006 à 2017. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été vice-presidente de la délégation pour les relations avec le Canada, membre de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, de la délégation pour les relations avec les pays de l'Europe du Sud-Est, de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Croatie, de la délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande et de la délégation pour les relations avec les États-Unis.

Fabio DE MASI,
(Allemagne 2014-2017, GUE/NGL)

Fabio De Masi a été membre du Parlement européen de 2014 à 2017. Tout au long de son mandat au Parlement, Il a été vice-presidente de la commission d'enquête chargée d'examiner les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale et membre de la commission des affaires économiques et monétaires, de la commission spéciale sur les rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou par leur effet special et de la délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud.